

# HAÏTI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

VOL. LIII, No. 26 New York : tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 16 - 23 octobre 2024

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
www.haiti-observateur.ca  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
haiti\_observateur@yahoo.com  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

## AFFRONTLEMENT ENTRE CPT ET PRIMATURE AJOURNÉ Leslie Voltaire entend demander des comptes Insubordination sur fond de scandale diplomatique

Par Léo Joseph

Victime d'un affront sans précédent, dont il croit le chef du gouvernement et la chancelière en être à l'origine, le président du Conseil présidentiel intérimaire (CPI) Leslie Voltaire ne semble pas renoncer à l'idée d'aller au fond des choses, histoire de trier le faux du vrai, en vue d'identifier les vrais responsables et de

prendre des sanctions, si cela s'avère nécessaire. En tout cas, le nouveau président de la structure présidentielle n'a pas encore décidé de passer l'éponge. Dans la mesure où le Premier ministre intérimaire insiste dans sa défense de la ministre des Affaires étrangères, il y a lieu de se demander laquelle des deux entités, la présidence ou le gouvernement, va succomber, dans ce bras de fer

déjà en cours.

En effet, le contentieux, qui doit être vidé au plus vite, pour le bien de la transition, a réuni les protagonistes, aujourd'hui même (mardi 15 octobre), le jour du retour de M. Gonille de son périple au Kenya et aux Émirats arabes. Il semble que le bilan des rencontres du chef du gouvernement avec les dirigeants étrangers ne soit pas la priorité du CPT.

Puisque, pilotée par Leslie Voltaire, cette réunion est lancée, sans tarder, dans les actes posés par Dominique Dupuy, dans le cadre de la participation des membres du Conseil présidentiel

**Dominique Dupuy bannie des réunions avec le CPT à la primature**

Au cours de la réunion de mardi, les discussions ont porté sur l'opportunité de licencier la ministre

LE DÉPLOIEMENT DE LA MMAS EST-ELLE DANS L'IMPASSE ?

## Garry Conille au Kenya, a-t-il la magie pour casser l'immobilisme des policiers kenyans ? Il doit réussir là où la communauté internationale a fait échec

Par Léo Joseph

À part Ariel Henry, qui avait effectué une visite au Kenya, en vue de signer un protocole d'accord de parité avec le Kenya, dans le cadre du lancement de la force de sécurité internationale, sous le

de juin, du premier contingent de 200 policiers kenyans, au mois de juin, ni le deuxième, un mois plus tard, composé du même nombre. Pris en otage par l'administration Biden, son périple au Kenya était aussi son arrêt d'exil. S'il est vrai que ce pays d'Afrique a la vertu

d'appui à la sécurité (MMAS), sous le leadership du général policier Jeffrey Otunge, peine à remplir sa mission, qui est, de renforcer l'action des policiers et des Forces armées d'Haïti (FAdH), en vue de la destruction des criminels armés, qui font la pluie et le beau temps.

Il faut se rappeler, d'entrée de jeu, que les pays à l'origine du déploiement de la MMAS n'ont pas l'air d'avoir bien ficelé le projet, afin de garantir des actions ponctuelles et musclées contre les gangs criminels. Car immédiatement après l'arrivée des policiers kenyans sur le territoire national haïtien, leur déficience à tous les points de vue a été constatée. Aussi, au fil des jours, le cri d'alarme était-il lancé, par le chef de la mission lui-même. Le général policier déclarait publiquement que ses troupes manquaient de véhicules blindés et d'hélicoptères. Alors que les rapports de presse faisaient état de livraisons de blindés, d'armes et de munitions ainsi que d'autres nécessités, à l'intention de la MMAS, de la PNH et des FAdH, aucune mention n'a été faite d'hélicoptères devant être mis à la disposition ces forces multinationales. Pourtant, déclarés essentiels pour



Leslie Voltaire, une question de respecter la Constitution.



Dominique Dupuy, sous la protection de Garry Conille jusqu'à qaand.

à la 79 Assemblée générale des Nations Unies ayant un relent de conspiration à l'encontre de la structure présidentielle.

des Affaires étrangères, qui, comme son patron immédiat, le Premier ministre Garry Conille,

Suite en page 6



Garry Conille, au Kenya, reçu par le président William Ruto.

leadership de ce pays, aucun autre dirigeant haïtien n'avait fait le déplacement à Nairobi. Les deux déploiements de policiers kenyans, en Haïti, se sont concrétisés plus de deux ans après la signature de ce document. Ariel Henry, signataire de ce protocole d'accord, n'a pas vu le débarquement, à l'aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, au mois

de jeter la poisse sur les dirigeants haïtiens ayant foulé cette terre, il faut craindre que, à l'instar du Dr Henry, Garry Conille ne soit bloqué à l'étranger.

Voilà déjà plus de quatre mois, depuis l'arrivée des troupes kenyanes, en Haïti, le peuple haïtien, victime des gangs armés, qui s'attendait à une action immédiate de la Mission multinationale

Suite en page 2

## NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES Petits champions, fierté d'Haïti



Les adolescents haïtiens, champions du baseball pour l'Amérique latine.

À un moment où le nom d'Haïti est synonyme de chaos et que nombre d'Haïtiens ont honte de leur ascendance, l'équipe de la

IBAOH (Fédération de baseball haïtien), est couronnée cham-

Suite en page 8

# LE DÉPLOIEMENT DE LA MMAS EST-ELLE DANS L'IMPASSE ?

## Garry Conille au Kenya, a-t-il la magie pour casser l'immobilisme des policiers kenyans ?

### Il doit réussir là où la communauté internationale a fait échec

Suite de la page 1

pour que soient menées à bien les opérations antigangs. Au fait, les critiques élevaient aussi la voix pour dénoncer l'impraticabilité des blindés livrés en Haïti, qui n'étaient dotés de tourelles, faisant des occupants des cibles privilégiées des criminels. Des policiers haïtiens, dont les véhicules blindés étaient tombés en panne, ont été pratiquement massacrés par les bandits armés. Cela porte à croire que les équipements fournis à la Police nationale d'Haïti sont, ou



Au Kenya, Garry Conille rencontre le chef de la Police de ce pays, Gilbert Massengeli.

bien de qualité inférieure, ou ne sont pas standardisés pour livrer bataille contre les criminels d'Haïti.

Quant aux demandes d'hélicoptères qu'a faite le commandant de la MMAS, depuis plus de trois mois, aucune suite n'a été donnée. Exceptée la livraison récente d'un appareil qui avait été commandé, sous l'administration d'Ariel Henry, mais qui a été livré, il y a à peine un mois ou moins, et qui ne serait pas du

calibre de ceux utilisés dans les combats, en sus que sa capacité de transport de troupe se trouve limitée.

#### La charrue placée avant les bœufs : La MMAS déployée sans préparations

À la lumière des faits entourant le déploiement de la MMAS, notamment témoignant du manque d'armes et de munitions adéquates pour se mesurer contre les criminels haïtiens, on peut soutenir que les policiers kenyans ont été mobilisés

sur le terrain, en Haïti, alors qu'ils étaient mal pourvus en équipements militaires et policiers pour faire face aux gangs.

Les pays ayant donné le feu vert, à ce déploiement, parmi eux, les États-Unis d'Amérique, la plus grande puissance du monde, doivent expliquer pourquoi la MMAS a été déployée alors qu'ils savaient que celle-ci n'allait pas pouvoir s'imposer aux gangs, avec leurs collègues

de la PNH et les FADH, immédiatement après leur arrivée. Il ne s'agissait pas d'une décision prise à la hâte, car les démarches ayant abouti au déploiement étaient en discussion depuis près de deux ans. Dans la mesure où les décideurs de l'envoi, en Haïti, de la MMAS, dont les premiers contingents de policiers sont arrivés, aux mois de juin et juillet, sans préparation, il faut alors admettre que ces derniers n'étaient pas prêts pour exécuter le projet pour lequel elle a été créée. Bizarre, peut-on conclure, pour de grands pays ayant l'expérience de mener la guerre antiguerrilla, à travers le monde, se laisser prendre ainsi à dépourvu, dans un pays, comme Haïti, où la « pénurie » règne dans tous les domaines.

Pire encore, quand les Américains, de concert encore avec ses alliés, avec l'appui des Nations Unies, imposent un Premier ministre intérimaire se révélant incapable d'exécuter la tâche à lui confiée, cela fait penser à des décisions délibérément anti-haïtiennes. Surtout quand ce chef de gouvernement en question affiche un mépris inqualifiable de la vie de nombreux citoyens massacrés, collectivement ou individuellement, exécutés par les gangs armés ayant décidé d'aller se balader à l'étranger, laissant les familles de ces victimes gérer toutes ces leur deuil.

Dans de tels cas, l'internationale, créatrice de Garry Conille et de la MMAS, doivent faire leur mea culpa, pour n'avoir pas, tout au moins, tiré les oreilles au Premier ministre qu'elle a imposé au peuple haïtien, et qui semble exécuter la

feuille de route qui lui a été soumise à son tour.

En effet, d'aucuns jugent criminelles les décisions ayant abouti au déploiement, dans l'impréparation totale de la MMAS, en Haïti, qui n'a pas su empêcher le massacre de plus d'une centaine de citoyens haïtiens,



À Torcelle, un blindé des policiers kenyans brûle, après avoir été mis en feu par les hommes de Vitelhomme Innocent.

dans l'espace de quelques heures, le 3 octobre dernier, à Pont-Sondé, dans le département de l'Artibonite. N'est-ce pas le comble du mépris du peuple haïtien, par le Premier ministre intérimaire Garry Conille, quand il a décidé, quelques heures plus tard, d'effectuer un voyage aux Émirats arabes et au Kenya, dont les raisons n'ont pas été explicitées au peuple haïtien ? Ce la se comprend bien, puisque ce déplacement inopportun de M. Conille a tout l'air d'une évasion pour des raisons politiques, car voulant esquiver une

potentielle confrontation avec le Conseil présidentiel de transition, dont la possibilité se renforce, à la faveur du changement de gardes qui s'est opéré ayant abouti au remplacement d'Edgard Leblanc Fils, comme président de celui-ci par Leslie Voltaire, le représentant du parti poli-

tique Fanmi Lavalas, au sein de cette structure. Dans le cadre de cette stratégie du Premier ministre haïtien, il a orchestré l'absence de la ministre des Affaires étrangères du pays, en même temps que lui, Dominique Dupuy a donc laissé le pays, pour une durée non annoncée, ayant profité de la nouvelle crise haïtiano-dominicaine déclenchée par le président dominicain Luis Abinader, ayant décidé d'expulser, chaque semaine, 10 000 Haïtiens en situation illégale, dans l'État voisin. Exécutant, en

Suite en page 8



Suite de la page 12

ut des forfaits. Puis, cette année, les athlètes de la Fédération ont ramassé, ici et là des surmagées pour aller faire subir les plus grosses défaites d'Haïti de l'histoire de notre football contre Costa-Rica et USA (9-0 et 13-0), en U15 CONCACAF. Nous avons été déjà éliminés, en U20, par forfait. Il n'y a pas de sélection à l'entraînement, sauf la sénior, avec une majorité d'expatriées, donc obligée de sormais d'être bâtie avec des joueuses licenciées en France. Heureusement, la grande majorité est encore assez jeune.

#### Bravo Taina Gervais, athlète de l'année pour Essex Collège

Très probablement il faudrait aller chercher aux USA, et peut-être au Canada, les joueuses de parents haïtiens, dont on aura besoin. Ce qui n'est guère facile, car une famille, qui n'est pas riche, n'a pas les moyens financiers pour faire pratiquer le soccer à sa fille, aux USA, et c'est le cas de la majorité des familles haïtiennes, là-bas. Il n'y a d'ailleurs eu aucun joueur de soccer remarquable ayant pris naissance aux États-Unis. En basket, boxe et baseball, mais pas en soccer.

Ainsi on a pu dénicher une toute jeune sur laquelle nous pourrions compter, parce qu'elle vent de bénéficier d'une bourse au Collège, après avoir brillé dans son High School, d'autant qu'elle appartenait à Camp Nous comme externe et a donc l'habitude du haut niveau d'entraînement que recevaient les jeunes de cette institution.

Dans la recherche et la prospection de talents, on a pu découvrir une jeune de 17 ans sur qui le pays pourrait éventuellement compter à l'avenir, au cas où le

pays retrouverait une saine ambition et du sérieux. Cette toute jeune de 17 ans, dont on parle avec intérêt, et qui attire l'attention, toutes les semaines, tant elle brillait à longueur de semaines, avec son équipe de Sewahaka High School toutes. Bien que milieu de terrain, elle avait réalisé 11 buts en 14 matches, en notant qu'elle est déjà désignée comme la meilleure, ce qui lui a permis d'être recommandée et a été reçue dans un collège qui recrutait pour la saison.

Comme on le dirait, dans une expression typiquement haïtienne « se youm kòk de ras » ; elle est la fille d'une des meilleures joueuses de l'histoire du pays, Carline Denis, qui a cette rare distinction d'avoir été internationale de volley-ball et de football, et en plus capitaine de l'Équipe nationale de football ayant disputé la CONCACAF 1991, les éliminatoires de la première coupe de football féminin tenue au Stade Sylvio Cator. Mais, au contraire de sa mère, défenseuse centrale, de surcroît, arrivée tard au football, alors qu'Aannie a fait toutes ses classes ayant été initiée toute petite ; elle est milieu de terrain, plutôt très portée vers l'attaque, pouvant également compter sur deux qualités qu'avait aussi sa mère, à savoir une frappe de balle surpuissante et un impressionnant jeu de tête. Tout cela desservi par une efficacité dans les duels remarquable, ayant la possibilité de travailler sa musculature en salle de gymnastique régulièrement, mais tout cela à quel prix ! Carlyne a été la première femme élue, au début de 2020, au comité directeur de la FHF, mais a été humiliée et révoquée par la FIFA, à l'occasion du complot/scandale monté par Monique André, en complicité avec les deux Africains de la FIFA, Veron Mosengo et Fatima Samourai, au profit des dealers de

drogue. Mme André ayant recommandé les maîtresses de deux barons de la drogue et sont nommées membres dans la CONCACAF les ayant invité à la Coupe du monde, en Australie, à la place des grandes joueuses, qui ont fait la gloire du football féminin haïtien.

Aannie progresse rapidement et a donc été recrutée par un collège de pointe, aux États-Unis, dans la région de New York, et va continuer à progresser pour devenir une joueuse de premier plan, surtout déjà très convoitée et joue ainsi dans des clubs de pointe en Women Soccer, ce que souhaitait sa maman, qui ne ménage pas ses efforts pour pousser sa fille au plus haut niveau, d'autant qu'elle grandit dans un environnement de passion pour le jeu et veut suivre ainsi les traces de sa mère et aussi de ses deux oncles, l'ancien international de grand talent, Robert Denis et aussi Roudy Denis, lui aussi, ancien grand espoir du football haïtien.

Aannie, à l'instar de nombreuses jeunes, a fait ses premières armes dans une académie qu'avait organisée sa mère footballeuse, à Petion-Ville, et qui aidait plus d'une centaine de garçons et de filles en sus d'animer des clubs que dirigeait l'ancienne étoile des Tigresses, Géraldine Calixte et l'ancienne joueuse et arbitre internationale Judith Ambroise, à Frères. Elle a, par la suite, travaillé à Camp Nous où elle conduisait tous les jours sa mère, comme de nombreux autres jeunes externes de Camp Nous, que les parents amenaient tous les jours et en week-end pour travailler et progresser.

Pour des raisons de santé et de soins, Mme Denis, la mère, a dû s'installer à New York, mais a continué à travailler avec assiduité pour poursuivre et nourrir le rêve d'être une excellente footballeuse, acceptant les durs sacrifices de faire pra-

tiquer le football par sa fille, aux USA.

#### Taina Gervais : Succès

Taina Gervais joueuse de l'année, à New Jersey, membre de la deuxième promotion de Camp Nous et de l'AS Tigresses, était déjà remarquable, sur le terrain comme à l'école, en Haïti, très bonne défenseuse ou attaquante de couloir droit, elle continue de briller sur les terrains et dans les salles de classe.

À noter que si beaucoup d'anciennes de Camp Nous ne peuvent plus continuer à jouer au football, car sans papier et devant travailler la nuit pour payer leurs « bills ».

D'autres jeunes s'accrochent au soccer, profitant des facilités de bourse d'études existant dans les collèges, aux USA.

#### Jonie Gabriel et Taina Gervais de Camp Nous à Essex Collège

Ainsi, Jonie Gabriel, longtemps gardienne no. 1 de Camps Nous et aussi Taina Gervais, autre jeune de Camp Nous, mondialiste U20, en France 2018, viennent de se distinguer pour leur deuxième saison, à Essex Collège où elles ont été diplômées avec honneur.

La saison dernière a encore été excellente, puisque les deux jeunes haïtiennes ont reçu des prix individuels, récompensant leur excellente saison.

L'entraîneuse de l'équipe d'Essex Collège n'est autre que l'ancienne gardienne de l'équipe nationale et d'Anacoa na de Léogâne, Monique Édouard. Ce coach, qui a étudié au même collège, dans le New Jersey, et en est l'entraîneuse, depuis plusieurs années, encourage et offre des facilités d'admission à de nombreuses Haïtiennes dans ce collège amé-

ricain.

Alors que l'équipe nationale masculine, à l'instar de ce qui se fait dans tous les pays du monde, lors de ses matches officiels, aligne une grande majorité de joueurs évoluant à l'étranger, surtout en Europe, ce qui est compréhensible, vu que, avec la pauvreté du pays à tous les niveaux, d'atteindre un niveau compétitif élevé et aussi, parce que le jeune joueur, dès qu'il atteint un certain niveau de jeu, est aussitôt convoité par des clubs d'Asie ou d'Europe. Par exemple, pour la brillante génération U17, qui disputa le Mondial, au Brésil, en 2019, tous étaient dans le collimateur de plusieurs clubs européens, et pas des moindres : Milan AC, Standard de Liège, Dynamo de Kyev, Valence FC, etc. Ces jeunes avaient effectué deux années de suite de belles tournées en Europe et la FHF avait même formé une commission conduite par l'ancien international Réginald Goreux, qui avait invité quelques agents de joueurs pour les suivre au Brésil et chercher des opportunités en Europe. Bien plus, avant le Mondial, ils avaient fait une tournée en Europe, jouant et gagnant (1/0) contre la Roumanie, s'étant incliné devant la Russie. Mis à part trois de ces 33 jeunes U17, tous les autres, chassés de Camp Nous travaillent dans des plantations, à Miami, ou travaillent de nuit dans des champs en Floride.

Avec l'arrêt de toute activité de formation et de développement en Haïti, une majorité d'entraîneurs ont laissé le pays, d'autant que dans les sélections haïtiennes, désormais, même les assistants sont étrangers. Haïti ne forme plus de jeunes joueurs, ce qui est une catastrophe et les conséquences seront graves pour plusieurs années.

J.B.

# The New York Times supports Kamala Harris

By **The Editorial Board of the NEW YORK TIMES**

**This article is published at the request of Jan Saint-Macary \***

The editorial board is a group of opinion journalists whose views are informed by expertise, research, debate and certain long-standing values. It is separate from the newsroom. Sept. 30, 2024

It is hard to imagine a candidate more unworthy to serve as president of the United States than Donald Trump. He has proved himself morally unfit for an office that asks its occupant to put the good of the nation above self-interest. He has proved himself temperamentally unfit for a role that requires the very qualities — wisdom, honesty, empathy, courage, restraint, humility, discipline — that he most lacks.

Those disqualifying characteristics are compounded by everything else that limits his ability to fulfill the duties of the president: his many criminal charges, his advancing age, his fundamental lack of interest in policy and his increasingly bizarre cast of associates.

This unequivocal, dispiriting truth — Donald Trump is not fit to be president — should be enough for any voter who cares about the health of our country and the stability of our democracy to deny him re-election.

For this reason, regardless of any political disagreements voters might have with her, Kamala Harris is the only patriotic choice for

president.

Most presidential elections are, at their core, about two different visions of America that emerge from competing policies and principles. This one is about something more foundational. It is about whether we invite into the highest office in the land a man who has revealed, unmistakably, that he will degrade the val-



*Vice-President Kamala Harris, Democratic candidate for U.S. President.*

ues, defy the norms and dismantle the institutions that have made our country strong.

As a dedicated public servant who has demonstrated care, competence and an unwavering commitment to the Constitution, Ms. Harris stands alone in this race. She may not be the perfect candidate for every voter, especially those who are frustrated and angry about our government's failures to fix what's broken — from our immigration system to public schools to housing costs to

gun violence. Yet we urge Americans to contrast Ms. Harris's record with her opponent's.

Ms. Harris is more than a necessary alternative. There is also an optimistic case for elevating her, one that is rooted in her policies and borne out by her experience as vice president, a senator and a state attorney general.

Over the past 10 weeks, Ms. Harris has offered a shared future for all citizens, beyond hate and division. She has begun to describe a set of thoughtful plans to help American families.

While character is enormously important — in this election, pre-eminently so — policies matter. Many Americans remain deeply concerned about their prospects and their children's in an unstable and unforgiving world. For them, Ms. Harris is clearly the better choice. She has committed to using the power of her office to help Americans better afford the things they need, to make it easier to own a home, to support small businesses and to help workers. Mr. Trump's economic priorities are more tax cuts, which would benefit mostly the wealthy, and more tariffs, which will make prices even more unmanageable for the poor and middle class.

Beyond the economy, Ms. Harris promises to continue working to expand access to health care and reduce its cost. She has a long record of fighting to protect women's health and reproductive freedom. Mr. Trump spent years trying to dismantle the Affordable

Care Act and boasts of picking the Supreme Court justices who ended the constitutional right to an abortion.

Globally, Ms. Harris would work to maintain and strengthen the alliances with like-minded nations that have long advanced American interests abroad and maintained the nation's security. Mr. Trump — who has long praised autocrats like Vladimir Putin, Viktor Orban and Kim Jong-un — has threatened to blow those democratic alliances apart. Ms.



*Donald J. Trump the Republican candidate for President in the November 2024 election.*

Harris recognizes the need for global solutions to the global problem of climate change and would continue President Biden's major investments in the industries and technologies necessary to achieve that goal. Mr. Trump rejects the accepted science, and his contempt for low-carbon energy solutions is matched only by his trollish fealty to fossil fuels.

As for immigration, a huge and largely unsolved issue, the former president continues to demonize and dehumanize immigrants, while Ms. Harris at least offers hope for a compromise, long denied by Congress, to secure the borders and return the nation to a sane immigration system.

Many voters have said they want more details about the vice president's plans, as well as more unscripted encounters in which she explains her vision and policies. They are right to ask. Given the stakes of this election, Ms. Harris may think that she is running a campaign designed to minimize the risks of an unforced error — answering journalists' questions and offering greater policy detail could court controversy, after all — under the belief that being the only viable alternative to Mr. Trump may be enough to bring her to victory. That strategy may ultimately prove winning, but it's a disservice to the American people and to her own record. And leaving the public with a sense that she is being shielded from tough questions, as Mr. Biden has been, could backfire by undermining her core argument that a capable new generation stands ready to take the reins of power.

Ms. Harris is not wrong, however, on the clear dangers of returning Mr. Trump to office. He has promised to be a different kind of president this time, one who is unrestrained by checks on

*Suite en page 4*

## Le New York Times donne son appui à Kamala Harris

Par le comité de rédaction du NEW YORK TIMES

**Le Comité éditorial est un groupe de journalistes d'opinion dont les points de vue s'appuient sur l'expertise, la recherche, le débat et sur certaines valeurs de longue date. Il est distinct de la Salle de rédaction. 30 septembre 2024 — Ce texte est soumis par Jan Saint-Macary \***

Il est difficile d'imaginer un candidat plus indigne d'être président des États-Unis que Donald Trump. Il s'est montré moralement inapte à occuper une fonction qui demande à son titulaire de placer le bien de la nation au-dessus de son intérêt personnel. Il a prouvé qu'il n'avait pas le tem-

pérament pour un rôle qui exige les qualités dont il est le plus dépourvu : sagesse, honnêteté, empathie, courage, retenue, humilité, discipline.

Ces caractéristiques disqualifiantes sont aggravées par tout ce qui limite sa capacité à remplir les fonctions de président : les nombreuses accusations criminelles dont il fait l'objet, son âge avancé, son manque fondamental d'intérêt pour la politique et ses associés de plus en plus bizarres.

Cette vérité sans équivoque et affligeante - Donald Trump n'est pas apte à être président - devrait suffire à tout électeur soucieux de la santé de notre pays et de la stabilité de notre démocratie pour refuser sa réélection.

C'est pourquoi, quels que



*La vice-présidente des États-Unis Kamala Harris, la candidate démocrate aux présidentielles de novembre.*

soient les désaccords politiques que les électeurs pourraient avoir avec elle, Kamala Harris est le

seul choix patriotique pour la présidence.

La plupart des élections présidentielles portent, au fond, sur deux visions différentes de l'Amérique qui émergent de politiques et de principes concurrents. Cette fois-ci, il s'agit de quelque chose de plus fondamental. Il s'agit de savoir si portons à la plus haute fonction du pays un homme qui a révélé, sans équivoque, qu'il dégradera les valeurs, défera les normes et démantèlera les institutions qui ont justement fait la force de notre pays.

En tant que fonctionnaire dévouée qui a fait preuve d'attention, de compétence et d'un engagement inébranlable à l'égard de la Constitution, Mme Harris est seule dans cette course. Elle n'est peut-être pas la candidate idéale pour tous les électeurs, en particulier ceux qui sont frustrés et en colère face à l'incapacité de notre gouvernement à réparer ce qui est cassé - de notre système d'immigration aux écoles publiques, en passant par le coût du logement et la violence armée. Cependant,

nous invitons les Américains à comparer le bilan de Mme Harris à celui de son adversaire.

Mme Harris est plus qu'une alternative nécessaire. Il existe également des arguments



*Donald J. Trump, le candidat républicain aux présidentielles américaines de novembre 2024.*

optimistes en faveur de son élection, qui sont ancrés dans ses politiques et confirmés par son expérience en tant que vice-présidente, sénatrice et procureure générale

*Suite en page 4*

### HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

# The New York Times supports Kamala Harris

Suite de la page 3

on power built into the American political system. His pledge to be “a dictator” on “Day 1” might have indeed been a joke — but his undisguised fondness for dictatorships and the strongmen who run them is anything but.

Most notably, he systematically undermined public confidence in the result of the 2020 election and then attempted to overturn it — an effort that culminated in an insurrection at the Capitol to obstruct the peaceful transfer of power and resulted in him and some of his most prominent supporters being charged with crimes. He has not committed to honoring the result of this election and continues to insist, as he did at the debate with Ms. Harris on Sept. 10, that he won in 2020. He has apparently made a willingness to support his lies a litmus test for those in his orbit, starting with JD Vance, who would be his vice president.

His disdain for the rule of law goes beyond his efforts to obtain power; it is also central to how he plans to use it. Mr. Trump and his supporters have described a 2025 agenda that would give him the power to carry out the most extreme of his promises and threats. He vows, for instance, to turn the federal bureaucracy and even the Justice Department into weapons of his will to hurt his political enemies. In at least 10 instances during his presidency, he did exactly that, pressuring federal

agencies and prosecutors to punish people he felt had wronged him, with little or no legal basis for prosecution.

Some of the people Mr. Trump appointed in his last term saved America from his most dangerous impulses. They refused to break laws on his behalf and spoke up when he put his own interests above his country's. As a result, the former president intends, if re-elected, to surround himself with people who are unwilling to defy his demands. Today's version of Mr. Trump — the twice-impeached version that faces a barrage of criminal charges — may prove to be the retrained version.

Unless American voters stand up to him, Mr. Trump will have the power to do profound and lasting harm to our democracy.

That is not simply an opinion of Mr. Trump's character by his critics; it is a judgment of his presidency from those who know it best — the very people he appointed to serve in the most important positions of his White House. It is telling that among those who fear a second Trump presidency are people who worked for him and saw him at close range.

Mike Pence, Mr. Trump's vice president, has repudiated him. No other vice president in modern history has done this. “I believe that anyone who puts themselves over the Constitution should never be president of the United States,” Mr. Pence has

said. “And anyone who asks someone else to put them over the Constitution should never be president of the United States again.”

Mr. Trump's attorney general has raised similar concerns about his fundamental unfitness. And his chief of staff. And his defense secretary. And his national security advisers. And his education secretary. And on and on — a record of denunciation without precedent in the nation's long history.

That's not to say Mr. Trump did not add to the public conversation. In particular, he broke decades of Washington consensus and led both parties to wrestle with the downsides of globalization, unrestrained trade and China's rise. His criminal-justice reform efforts were well placed, his focus on Covid vaccine development paid off, and his decision to use an emergency public health measure to turn away migrants at the border was the right call at the start of the pandemic. Yet even when the former president's overall aim may have had merit, his operational incompetence, his mercurial temperament and his outright recklessness often led to bad outcomes. Mr. Trump's tariffs cost Americans billions of dollars. His attacks on China have ratcheted up military tensions with America's strongest rival and a nuclear superpower. His handling of the Covid crisis contributed to historic declines in confidence in public health, and

to the loss of many lives. His overreach on immigration policies, such as his executive order on family separation, was widely denounced as inhumane and often ineffective.

And those were his wins. His tax plan added \$2 trillion to the national debt; his promised extension of them would add \$5.8 trillion over the next decade. His withdrawal from the Iran nuclear deal destabilized the Middle East. His support for antidemocratic strongmen like Mr. Putin emboldened human rights abusers all over the world. He instigated the longest government shutdown ever. His sympathetic comments toward the Proud Boys expanded the influence of domestic right-wing extremist groups.

In the years since he left office, Mr. Trump was convicted on felony charges of falsifying business records, was found liable in civil court for sexual abuse and faces two, possibly three, other criminal cases. He has continued to stoke chaos and encourage violence and lawlessness whenever it suits his political aims, most recently promoting vicious lies against Haitian immigrants. He recognizes that ordinary people — voters, jurors, journalists, election officials, law enforcement officers and many others who are willing to do their duty as citizens and public servants — have the power to hold him to account, so he has spent the past three and a half years trying to undermine them and sow

distrust in anyone or any institution that might stand in his way.

Most dangerous for American democracy, Mr. Trump has transformed the Republican Party — an institution that once prided itself on principle and honored its obligations to the law and the Constitution — into little more than an instrument of his quest to regain power. The Republicans who support Ms. Harris recognize that this election is about something more fundamental than narrow partisan interest. It is about principles that go beyond party.

In 2020 this board made the strongest case it could against the re-election of Mr. Trump. Four years later, many Americans have put his excesses out of their minds. We urge them and those who may look back at that period with nostalgia or feel that their lives are not much better now than they were three years ago to recognize that his first term was a warning and that a second Trump term would be much more damaging and divisive than the first.

Kamala Harris is the only choice.

\* Jan Saint-Macary, MBA, Ph. D.

Professeur de stratégie et de gestion de projets  
Département des sciences administratives  
Université du Québec en Outaouais (UQO)  
Gatineau, Québec, Canada

## Le New York Times donne son appui à Kamala Harris

Suite de la page 3

e d'un État.

Au cours des dix dernières semaines, Mme Harris a proposé un avenir commun à tous les citoyens, au-delà de la haine et de la division. Elle a commencé à décrire un ensemble de projets réfléchis pour aider les familles américaines.

Si le caractère est toujours important - dans cette élection, il l'est encore plus - les politiques comptent. De nombreux Américains restent profondément préoccupés par leur avenir et celui de leurs enfants, dans un monde instable et impitoyable. Pour eux, Mme Harris est clairement le meilleur choix. Elle s'est engagée à utiliser le pouvoir de sa fonction pour aider les Américains à mieux s'offrir les choses dont ils ont besoin, pour faciliter l'accès à la propriété, pour soutenir les petites entreprises et pour aider les travailleurs. Les priorités économiques de M. Trump sont de nouvelles réductions d'impôts, qui profiteraient surtout aux riches, et davantage de droits de

douane, qui rendraient les prix encore plus ingérables pour les pauvres et la classe moyenne.

Au-delà de l'économie, Mme Harris promet de continuer à travailler pour élargir l'accès aux soins de santé et en réduire le coût. Elle se bat depuis longtemps pour protéger la santé des femmes et la liberté de procréation. M. Trump a passé des années à essayer de démanteler l'*Affordable Care Act* et se vante d'avoir choisi les juges de la Cour suprême qui ont mis fin au droit constitutionnel à l'avortement.

À l'échelle mondiale, Mme Harris s'efforcera de maintenir et de renforcer les alliances avec des pays aux vues similaires, qui ont longtemps fait progresser les intérêts américains à l'étranger et assuré la sécurité du pays. M. Trump, qui a longtemps fait l'éloge d'autocrates tels que Vladimir Poutine, Viktor Orban et Kim Jong-un, a menacé de faire voler en éclats ces alliances démocratiques. Mme Harris reconnaît la nécessité de trouver des solutions globales au problème mondial du

changement climatique et poursuivrait les investissements majeurs du président Biden dans les industries et les technologies nécessaires pour atteindre cet objectif. M. Trump rejette la science reconnue, et son mépris pour les solutions énergétiques à faible teneur en carbone n'a d'égal que sa fidélité trollesque aux combustibles fossiles.

Quant à l'immigration, un problème énorme et largement non résolu, l'ancien président continue de diaboliser et de déshumaniser les immigrants, tandis que Mme Harris offre au moins l'espoir d'un compromis, longtemps refusé par le Congrès, pour sécuriser les frontières et ramener la nation à un système d'immigration sain.

De nombreux électeurs ont déclaré qu'ils souhaitaient obtenir plus de détails sur les projets de la vice-présidente, ainsi que davantage de rencontres non scénarisées au cours desquelles elle expliquerait sa vision et ses politiques. Ils ont raison de le demander. Compte tenu des enjeux de cette

élection, Mme Harris peut penser qu'elle mène une campagne conçue pour minimiser les risques d'une erreur involontaire - répondre aux questions des journalistes et offrir plus de détails sur la politique pourrait susciter la controverse, après tout - en pensant que le fait d'être la seule alternative viable à M. Trump peut suffire à la mener à la victoire. Cette stratégie peut s'avérer gagnante en fin de compte, mais c'est un mauvais service rendu au peuple américain et à son propre bilan. Et le fait de donner au public l'impression qu'elle est protégée des questions difficiles, comme l'a été M. Biden, pourrait se retourner contre elle en sapant son argument principal, à savoir qu'une nouvelle génération compétente est prête à prendre les rênes du pouvoir.

Mme Harris n'a toutefois pas tort en ce qui concerne les dangers évidents d'un retour de M. Trump au pouvoir. Il a promis d'être un président d'un genre différent cette fois-ci, un président qui n'est pas limité par les contrôles

du pouvoir établis dans le système politique américain. Sa promesse d'être « un dictateur » dès le « premier jour » était peut-être une plaisanterie, mais son penchant non dissimulé pour les dictatures et les hommes forts qui les dirigent est tout sauf une plaisanterie.

Il a notamment sapé systématiquement la confiance du public dans le résultat de l'élection de 2020 et a ensuite tenté de le renverser - un effort qui a culminé avec une insurrection au Capitole pour entraver le transfert pacifique du pouvoir et qui a abouti à son inculpation et à celle de certains de ses partisans les plus éminents. Il ne s'est pas engagé à respecter le résultat de cette élection et continue d'insister, comme il l'a fait lors du débat avec Mme Harris le 10 septembre, sur le fait qu'il a gagné en 2020. Il a apparemment fait de la volonté de soutenir ses mensonges une épreuve décisive pour ceux qui se trouvent dans son orbite, à commencer par JD Vance, qui serait son vice-pré-

Suite en page 5

# Le New York Times donne son appui à Kamala Harris

Suite de la page 4  
sident.

Son mépris pour l'État de droit ne se limite pas à ses efforts pour obtenir le pouvoir ; il est également au cœur de la manière dont il compte l'utiliser. M. Trump et ses partisans ont décrit un programme 2025 qui lui donnerait le pouvoir de mettre en œuvre les promesses et les menaces les plus extrêmes. Il promet, par exemple, de transformer la bureaucratie fédérale et même le ministère de la justice en armes de sa volonté pour nuire à ses ennemis politiques. C'est exactement ce qu'il a fait dans au moins dix cas au cours de sa présidence, en faisant pression sur les agences fédérales et les procureurs pour qu'ils punissent des personnes qui, selon lui, lui avaient fait du tort, sans que les poursuites ne reposent sur une base juridique solide ou inexistante.

Certaines des personnes nommées par M. Trump au cours de son dernier mandat ont sauvé l'Amérique de ses pulsions les plus dangereuses. Elles ont refusé d'enfreindre les lois en son nom et se sont élevées lorsqu'il a fait passer ses propres intérêts avant ceux de son pays. En conséquence, l'ancien président a l'intention, s'il est réélu, de s'entourer de personnes qui ne sont pas disposées à défier ses exigences. La version actuelle de M. Trump - celle qui a été destituée deux fois et qui fait face à une série d'accusations criminelles - pourrait

s'avérer être la version retenue.

À moins que les électeurs américains ne lui tiennent tête, M. Trump aura le pouvoir de nuire profondément et durablement à notre démocratie.

Il ne s'agit pas simplement d'une opinion de ses détracteurs sur le caractère de M. Trump ; il s'agit d'un jugement sur sa présidence de la part de ceux qui la connaissent le mieux - les personnes mêmes qu'il a nommées pour occuper les postes les plus importants de sa Maison Blanche. Il est révélateur que parmi ceux qui craignent une deuxième présidence Trump se trouvent des personnes qui ont travaillé pour lui et l'ont vu de près.

Mike Pence, le vice-président de M. Trump, l'a répudié. Aucun autre vice-président dans l'histoire moderne n'a fait cela. « Je pense que quiconque se place au-dessus de la Constitution ne devrait jamais être président des États-Unis », a déclaré M. Pence. « Et quiconque demande à quelqu'un d'autre de le placer au-dessus de la Constitution ne devrait plus jamais être président des États-Unis ».

Le procureur général de M. Trump a exprimé des préoccupations similaires quant à son inaptitude fondamentale. Et son chef de cabinet. Et son secrétaire à la défense. Et ses conseillers en matière de sécurité nationale. Et son secrétaire à l'éducation. Et ainsi de suite - un registre de dénonciations sans précédent dans la longue histoire de la nation.

Cela ne veut pas dire que M.

Trump n'a pas contribué au débat public. En particulier, il a brisé des décennies de consensus à Washington et a amené les deux partis à lutter contre les inconvénients de la mondialisation, du commerce effréné et de la montée en puissance de la Chine. Ses efforts de réforme de la justice pénale ont été bien placés, l'attention qu'il a portée au développement du vaccin Covid a porté ses fruits, et sa décision de recourir à une mesure d'urgence de santé publique pour refouler les migrants à la frontière a été la bonne décision au début de la pandémie. Cependant, même lorsque l'objectif général de l'ancien président avait du mérite, son incompetence opérationnelle, son tempérament mercurien et sa témérité ont souvent conduit à de mauvais résultats. Les tarifs douaniers de M. Trump ont coûté des milliards de dollars aux Américains. Ses attaques contre la Chine ont ravivé les tensions militaires avec le plus grand rival de l'Amérique et une superpuissance nucléaire. Sa gestion de la crise du Covid a contribué à une baisse historique de la confiance dans la santé publique et à la perte de nombreuses vies. Ses excès en matière de politique d'immigration, comme son décret sur la séparation des familles, ont été largement dénoncés comme inhumains et souvent inefficaces.

Et ce sont là ses seules victoires. Son plan fiscal a ajouté 2 000 milliards de dollars à la dette nationale ; l'extension qu'il a promise ajouterait 5 800 milliards de

dollars au cours de la prochaine décennie. Son retrait de l'accord sur le nucléaire iranien a déstabilisé le Moyen-Orient. Son soutien à des hommes forts antidémocratiques comme M. Poutine a enhardi les auteurs de violations des droits de l'homme dans le monde entier. Il a été à l'origine de la plus longue fermeture du gouvernement de tous les temps. Ses commentaires bienveillants à l'égard des Proud Boys ont étendu l'influence des groupes nationaux d'extrême droite.

Depuis qu'il a quitté ses fonctions, M. Trump a été condamné pour falsification de documents commerciaux, a été reconnu responsable d'abus sexuels devant un tribunal civil et doit faire face à deux, voire trois, autres causes pénales. Il a continué à attiser le chaos et à encourager la violence et l'anarchie chaque fois que cela convenait à ses objectifs politiques, en diffusant récemment des mensonges odieux à l'encontre des immigrants haïtiens. Il sait que les gens ordinaires - les électeurs, les jurés, les journalistes, les responsables des élections, les agents chargés de l'application de la loi et bien d'autres personnes désireuses de faire leur devoir de citoyens et de fonctionnaires - ont le pouvoir de lui demander des comptes. Il a donc passé les trois dernières années et demie à essayer de les saper et à semer la méfiance à l'égard de toute personne ou institution qui pourrait se mettre en travers de son chemin.

Plus dangereux encore pour la démocratie américaine, M.

Trump a transformé le Parti républicain - une institution qui s'enorgueillissait autrefois de ses principes et honorait ses obligations vis-à-vis de la loi et de la Constitution - en un simple instrument de sa quête de reconquête du pouvoir. Les républicains qui soutiennent Mme Harris reconnaissent que cette élection porte sur quel que chose de plus fondamental qu'un intérêt partisan étroit. Il s'agit de principes qui vont au-delà des partis.

En 2020, ce comité (Editorial Board) a présenté les arguments les plus solides possibles contre la réélection de M. Trump. Quatre ans plus tard, de nombreux Américains ont oublié ses excès. Nous les exhortons, ainsi que ceux qui peuvent regarder cette période avec nostalgie ou qui estiment que leur vie n'est guère meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a trois ans, à reconnaître que son premier mandat était un avertissement et qu'un second mandat Trump serait beaucoup plus dommageable et source de division que le premier.

Kamala Harris est le seul choix possible.

\* Le professeur Saint-Macary, qui a sollicité hospitalité pour ce texte, à Haïti-Observateur, dont la version originale a été diffusée dans l'édition du 30 septembre du New York Times, a également soumis sa traduction française, qu'il a assurée lui-même, et qui est publiée dans cette même édition d'H-O.

## NOUVEAU LEADERSHIP AU CPT INTÉRIMAIRE

### Leslie Voltaire remplace Edgard Leblanc Fils, le chef de gang Barbecue profère de nouvelles menaces

Par Robert Arisma

Dans un message adressé au «pèp ayisyen» (peuple haïtien) au début de ce mois, soit la veille de la prise de fonction de Leslie Voltaire comme président de la structure autodéterminée Conseil présidentiel de transition, l'ancien policier converti en chef gang ba

sé à la partie sud de la route Delmas (bas Delmas) Jimmy Chérisier, plus connu sous le sobriquet de Barbecue, a fait un come-back dans l'actualité qui a retenu l'attention du public terrorisé de la capitale et de ses environs. Les menaces du leader de la coalition Viv Ansanm, autant que la majorité de ses déclarations antérieu

res, ont eu un grand écho, marquant ainsi les esprits.

#### Discours officiel versus discours des gangs

L'évolution de la situation sécuri-



Professeur Jean Robert Arisma

taire a appris à la population la leçon de la vigilance extrême et surtout d'être attentif au discours des chefs de gangs, détenteurs de la clef des vies et des biens sur l'ensemble du pays. Le ton de l'adresse indiquant le peuple haï-

tien comme public donne à la déclaration de Jimmy Chérisier l'envergure d'un discours officiel et cela n'est pas que du show off ! Aujourd'hui encore, le pouvoir réel est aux mains des forces criminelles.

Voulant marquer leur suprématie, dans le contrôle de plus en plus incontestable du territoire et des esprits, les bandits ont adopté

le slogan « Nou menm nou pa fè rimè ». Ces propos, qui mettent en avant la fermeté chez les gangs, sonnent, comme une mise en garde destinée à quiconque oserait faire fi d'un mot d'ordre venant de ce secteur. En d'autres termes, mieux vaut porter foi et obéir au bandit qu'au pouvoir légalement constitué.

Suite en page 9

## Frantz

### Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118  
843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRINCETON)  
FRANTZSTUDIO.COM

**Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!**

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-  
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN!

### Rayi Ayisyen jan yo vle, san z atann y ap jwenn ak zo grann yo !

Pi gwo nouvèl ki regade Ayiti kounnye a, nouvèl ki gen koneksyon entènasyonal, se milye de Ayisyen Repiblik Dominikèn di yo pral depòte al ann Ayiti. Epi la tou sa kòmmanse. Se tankou youn bann bèt osnon youn pil sak fatra yo vin lage mounn yo ann Ayiti, pandan ke peyi a ap travèse youn tray ak youn bann gang k ap touye mounn adwat agòch, san rete.

Se nan dat 2 oktòb la, prezidan dominiken an, Luis Abinader, te deklare li pral depòte 10 mil (10 000) Ayisyen, chak se mèn ann Ayiti, paske twòp Ayisyen anvayi peyi l. Msye te pase alaksyon youn semèn apre li te fè youn gwo menas nan diskou li te fè devan Asanble Jeneral Nasyon Zini an (l'ONU), nan Nouyòk, kote prezidan, osnon gwo chèf anpil peyi sou latè te reyini nan 79yèm lane reyinyon Asanble jeneral la.

Nan dat 23 septanm, msye te deklare, « Si ekip polisye Kenya ki ann Ayiti yo pa arive kontwòle sityasyon sekirite a jansadwa », l ap pran « des mesures drastiques », kivedi li pral ajil youn fason mounn pa ta ka kwè.

Enben, li pa t tann lontan pou l pase alaksyon. Semèn pase a, jan nou konnen, epi jan ajans nouvèl *Associated Press* (AP) publiye, nan dat 12 oktòb la, diran youn semèn, 11 mil (11 000) Ayisyen gentan depòte al ann Ayiti, nan youn peyi kote pèp la deja nan gwo traka, avèk gang ki pran kontwòl youn bann zòn, an kò mansan pa kapital la, Pòtoprens, ke gang yo kontwòle plis pase 80 pou san (80 %), selon sa l'ONU bay nan youn rapò.

Epi se menm semèn nan ke gang te anvayi *Pont Sondé*, ti bouk nan depatman Latibonit la, kote yo fè youn masak. Menm

youn manman ak tout ti bebe ki te fèk fèt la, ansanm ak fanm saj ki te ede l nan akouchman an, ton be anba bal ansasen yo.

Toujou, selon AP, atak la, ki te fèt nan vandredi 4 oktòb, te lakòz lanmò plis pase 115 mounn, anpil lòt blese ke yo kouri mennen lo pital nan Sen Mak. Epi, se 6 200 mounn ki oblije kouri kite kay yo, al kanpe sou plas piblik nan ti bouk la, ap tann sekou, paske rete lakay se gwo danje.

Men nan ki peyi Prezidan Abinader di l ap voye 10 mil mounn chak semen, epi san z atann li pase alaksyon.

#### Omwens youn otorite ann Ayiti mete Abinader nan plas li

Nan lendi, 7 oktòb, minis Afè etranjè peyi Dayiti, Dominique Dupuy, te denonse Repiblik dominikèn pou jan yo pa respekte dwa mounn, jansadwa. Men sa l di, ke ajans *Reuters* rapòte : « *Britalite n ap konstate nan jan y ap ranmase mounn yo pa pakèt epi depòte yo se youn derespè san parèy, se pa lafason ou trete ak kretyen vivan parèy ou* ». Li ajoute : « *Nou kondane ak tout fòs nou vye zak sa yo ki se derespè pou kretyen vivan, nou mande respè ak lajistis pou mounn yo* ».

Antretan, nou pankò tandè sa gwo peyi tankou Etazini, La Frans, Kanada di nan kesyon an. Nan Nasyon Zini, yo rete bouch be. Sa k pi dwòl la, Repiblik dominikèn se manm « *Komisyon dwa mounn* » nan l'ONU. Epi se vote yo te vote nan Nasyon Zini pou mete l nan komite sa a, pou peryòd 2024 rive sou 2026, kote li te jwenn 137 vòt anfavè l, nan kesyon vòt sa ke yo di se « *youn bagay istorik* ». Gade kijan Repiblik dominikèn k ap vioyèl dwa Ayisyen depi byen lontan vin chita nan « *Komisyon Dwa*

*Mounn* », ansanm ak 46 lòt peyi k ap siveye ke dwa sitwayen toupatou sou latè respekte. Kivedi, Ayisyen pa mounn tou ?

Nou rele sa « *Ipokrizi entènasyonal* ». Fòk yo vote prese prese nan menm Nasyon Zini an pou wete Repiblik dominikèn nan « *Komisyon dwa mounn nan* ». San pa sa, n oblije dakò avè m ke tout peyi sa yo ki nan l'ONU responsab pou sa k ap pase ann Ayiti kounnye a. Se youn bann mal-fèktè k ap pran pòz bon mounn de byen.

#### Abse sou klou, jan pawòl lakay la di a



Dominik Dipi denonse avèk tout fòs li politik rasis dominiken yo.

Menm si se pa milye, gouvènman prezidan Biden nan kòmmanse voye Ayisyen tounen nan peyi tèt chaje sa a, omèm moman ke prezidan dominiken an ap vide 10 mil mounn atè lòt bò fwontyè a, byen ke anpil ladan yo ka pa natif-natal Ayiti.

Se jounal *Miami Herald* la ki met koze a deyò nan youn atik ki parèt nan dat 8 oktòb la. M ap bay tit la ann angle, jan l parèt la : « *DHS resumes Haiti deportations to gang-ridden Port-au-Prince* ». (« *Depatman Homeland Security, ki tankou Ministè Enteryè ann Ayiti, rekòmanse depòte mounn tounen Pòtoprens ki chaje ak gang* »).

Epi jounal la di : « *San bri san kont, se nan dat 26 septanm, gouvènman Ameriken an te debake ak 65 Ayisyen nan ayewopò*

*Pòtoprens, depi mwa fevriye lè yo te stope depòtasyon yo, paske gang te pran ayewopò a. Men, toujou, san bri sankont, depi nan mwa avril, 'Homeland Security' te reprann depòtasyon an, men se Okap Ayisyen yo t al debake ak mounn yo.*

Nou tandè koze, menm si gang blayi toupatou, ap fè e defè, nan Pòtoprens, sa pa t anpeche Ameriken yo kontinye depòte mounn lage yo nan lanfè Ayiti a.

Nou p ap rete twòp sou youn bann lòt detay ki parèt nan atik la, eksepte pou n di : Etazini konpòte l menm jan ak Repiblik Dominikèn. Dayè atik la lonje dwèt

dwa mounn toupatou sou latè jwenn respè kilfo : Repiblik Dominikèn ! Mwen pa ka ekri sa m ta di bann ipokrit sa yo ki rete bouch be, pandan youn nan manm òganizasyon yo a ap fè gwo krim sa a kont Ayiti.

#### Fòk yo gen respè pou pawòl Levanjil la

Men pawòl levanjil la di : « *Sa w simen se sa w rekòlte* ». Asireman n ap sezi tandè sa k rive Repiblik dominikèn nan kesyon depòtasyon Dominiken. Wi Dominiken, pa Ayisyen. Mwen p ap rete nan pale franse, ni panyòl, lang peyi Meksik. Vwala ke « *Green Piman* » gentan lage koze a sou entènèt la.

Nan peyi Mexique yo te man de pou Luis Abinader te kan pe sou fason y ap depòte Ayisyen ki lakay li yo. Men Abinader kanpe byen djann nan sa l ap fè a. « *Se rete l rete epi l wè youn avyon ateri an Repiblik Menni: « *Green piman depòtasyon an kòmmanse tonbe nan 2 boul grenn je Luis Abinader, paske otorite dominikèn ak plizyè Dominiken ki t ap viv nan peyi Mexique, ke yo depòte ba li tou. Anvan l bat je l, Abinader konstate yo gentan voye 3 mil Dominiken ba li. Li kouri mande otorite Mexique, tanpri chita sou mouvman depòtasyon ki fenk kòmmanse a. Paskè msye panse gen plizyè lòt peyi ki alye Ayiti (sètadi k ap pran pou Ayiti) ki ka fè menm ti bagay peyi Mexique la* ».*

Nou menm nou di gen lòt ki lage 2 gidon dèyè Ayisyen ki ka jwenn ak zo grann yo tou, le mo man yo pa atann. M ap panse sitou ak kandida pou prezidan ak vis-prezidan nen peyi Etazini ki lage 2 gidon dèyè Ayisyen alavèy eleksyon 5 novanm yo, nan 15 jou, apati de dat jodi 16 oktòb la. Mwen kwè yo ka jwenn ak zo grann yo. Mwen p ap site non.

M ap raple nou sa pwovèb lakay la di : « *Sa w swete pou bèlmè w, se manman w li rive !* » Mwen pa bezwen di plis pase sa. Randevou nan Kalfou Tenten !

TiRenm/  
Green Pwonmennen  
raljo31@yahoo.com

## AFFRONTLEMENT ENTRE CPT ET PRIMATURE AJOURNÉ Leslie Voltaire entend demander des comptes Insubordination sur fond de scandale diplomatique

Suite de la page 1

lle, s'était absentée du pays, en vue, disait-elle, de mener une campagne de sensibilisation au près des instances internationales, par rapport à la décision du président dominicain, Luis Abinader décrétant les sans-papiers haïtiens (ou ceux vivant illégalement en territoire dominicain) persona non grata, et que son pays allait lancer leur déportation au rythme de 10 000 par semaine. Jouant le geste, à la parole, la déportation des ressortissants haïtiens avait commencé, il y aura bientôt trois semaines. Déjà plus de 18 000



Edgard Leblanc Fils, absent aux délibérations, pendant combien de temps encore



Le Premier ministre Garry Conille, un bras de fer qui pourrait compliquer les choses.

citoyens haïtiens ont été refoulés de la République dominicaine. Des chasses à l'homme contre les Haïtiens s'étant soldées par des arrestations massives, les personnes ain si appréhendées, sans discrimination de sexe ou d'âge, sont entassées dans des camps de détention de fortune avant leur embarquement dans des camions insalubres pour être déversés aux barrières frontalières.

Lors de son séjour, aux États-Unis, Dominique Dupuy a eu une réunion avec le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Le Conseil de sécurité de l'OEA avait déjà, sous l'im

pulsion de Luis Almagro, suite à une plainte portée par l'ambassadeur d'Haïti à l'OEA, avait été mandé aux représentants des pays latino-américain de con damner avec fermeté cette politique discriminatoire de la République dominicaine, à l'encontre des Haïtiens. Autant dire, du côté de l'OEA, Mme Dupuy a tenté d'enfoncer une porte ouverte.

Du côté américain, Dominique Dupuy a eu l'occasion de rencontrer des représentants de la Maison-Blanche et du Département d'État.

Suite en page 7

# HAPPENINGS!

## FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

### Massive Deportations on Haitians by the Dominican government exacerbate the multifaceted crisis in Haiti and lay bare the hypocrisy of the International Community

Continued from page 1

In his address to the 79<sup>th</sup> General Assembly session of the United Nations, on September 23, Dominican President Luis Abinader made a veiled threat, when he said he would take “*drastic mea sures*,” if the U.N-sponsored Multinational Security Support Mission (MSSM), in Haiti fails to counter the gangs that have been causing death and desolation in all sectors.

On October 3, the gang known as “*Gran Grif*” attacked Pont Sondé, a town in the Artibonite department, as Haiti’s mini states are called, causing a massacre of unseen proportions up to then. More than 100 people were killed when they invaded, before daybreak, using high caliber guns in their attack, sparing nobody, such as a woman and the baby to which she just gave birth, and the woman who assisted her in the delivery. Many injured were rushed to the nearest public hospital in St. Marc., about 8 miles away.

President Abinader was keeping tab on what the first contingent of 400 Kenyan policemen are doing in Haiti since their arrival in Port-au-Prince last June. The Pont Sondé massacre occurred under their watch, which would mean they have “failed” at their mission.

Is it that the kind of failure to which President Abinader was referring in his U.N. speech. For on that same day, October 3, he announced what could be called a “*drastic measure*.” He will be deporting 10,000 Haitians every week to Haiti. And on October 8, he began, with 11,000 deportees that were dumped like animals or garbage on the other side of the border between the two nations on the island of Hispaniola, or Ayiti, the original name of the island under the Taino people, before Christopher Columbus “discovered” the jewel, in October 1492 and laid claim of it for Isabel, Queen of Spain.

Without fail, Dominique Dupuy, Haiti’s Foreign Minister, on Monday,

October 7, denounced this gross violation of human rights. Blasting the Dominican government, she wrote a letter to the U.N. High Commission on Human Rights, saying, in part; “*The expulsion [of the Haitians] lacks transparency, due process,*

doing so last February, due to the armed gangs that put out of service the international airport in Port-au-Prince.

It’s worth mentioning that, on May 20, 2024, after a three-month siege, the airport was reclaimed,



Luis Abinader at the United Nations

legal oversight and is in violation of international human rights norms, including the 1951 Refugee Convention and its 1967 Protocol, to which the Dominican Republic is signatory.”

We’re still awaiting the reaction of the United Nations and other bigwigs of the international community about this gross violation of human rights. Action should have been taken immediately against the Dominican Republic, which is a member of the U.N. Human Rights Commission, having been elected to what was dubbed a “historic event,” on October 11, 2023, taking its seat January 1<sup>st</sup>, 2024, for a two-year period. As a gross violator of the human rights of the Haitians the Dominican Republic does not belong in that commission.

#### The U.S. is also a violator of Human Rights of Haitians

Obviously, the United States is in an awkward position, because, not the 10,000 deportees per week of the Dominican Republic, but recently the Biden administration resumed deporting Haitians, since it stopped

with the support of the partly remobilized Haitian Armed Forces (FAAdH), which was dismantled, with the acquiescence of the Americans, by President Jean-Bertrand Aristide, on January 6, 1995, after he had returned to Haiti from his golden exile in Washington, on October 15, 1994, under the protection of about 24,000 Yankee soldiers. Since then, the era of the current gangs started in Haiti, with Aristide’s *Chimères* (Ghosts).

The *Miami Herald* reported that on September 26, of this year, an aircraft of Homeland Security landed in Port-au-Prince with 65 deportees, the first group to arrive since last February, when the gangs made it impossible to land in Port-au-Prince. But, quietly, since April, the U.S. began deporting Haitians again, although on a small scale. They were flown to the Cap-Haitien airport, because the security in Haiti’s second largest city considered the northern capital, has been rather solid.

Meanwhile, large swaths of Haiti are ruled by the gangs who cause death and desolation in all spheres of society. The October 3 massacred

perpetrated at Pont Sondé, as referred above, is the latest horror to draw world attention to a situation that has been getting worse, even though a contingent of 400 Kenyan policemen from a total of 1,000 to be in the MSSM eventually, have been in the country since last June, as already mentioned.

But U.S. deportation of Haitians to the hell-on-earth that Haiti has become could dwarf what the Dominican president is currently doing. If, on November 5, Donald Trump and JD Vance were to triumph in the upcoming presidential election in the U.S., it will be wholesale deportation of Haitians of all categories that are in the United States. And Candidate Trump’s threat does not stop deportation. Were any deportee to come back to the U.S., it will be immediate death, because all recidivists will be executed.

#### Is this application of karma in the case of Luis Abinader?

Meanwhile, the Dominican president has been taught a lesson by the recently elected President of Mexico, Claudia Sheinbaum, the first woman to assume the presidency of the U.S. southern neighbor.

In a post on Sunday, October 15, on the *Mosaïque* site on the internet, we learned that Mexico has just deported 3,000 Dominicans to their country. Here is a partial translation of that posting: “*President Abinader is feeling the sting of raw pepper in his eyes, because he paid no attention to the Mexican authorities, who asked him to pause on his deportation of Haitians. Suddenly, he witnessed the landing in Dominican Republic of a flight from Mexico with many Dominicans that were living in Mexico, who are deported to Dominican Republic. Before batting his eyes, 3,000 Dominicans have arrived from Mexico. That’s what happens when he doesn’t listen to reason.*”

“*Of course, he (Abinader) immediately asked the Mexican authorities to pause on their movement of deporting Dominican cans. For some other allies of Haiti could undertake that same movement.*”

Can we say that the Dominican president is learning the lessons of karma? And isn’t it time also to ask why Haitians and Haiti are so hated, to the point of making them suffer all sorts of indignities?

That made us think that some diehard cultists who believe their God is favorable to slavery de tests the compartment of Haitians for having defeated the slave master. In the view of one Protestant icon,

who’s no longer alive, Satan is presented as a Liberator while their God was applauding the enslavers.

For example, after the January 12, 2010, destructive earthquake that caused death to millions, making thousands of homeless, Pat Robertson, who is no longer around, proclaimed on Rachel Maddow’s program on MSNBC, that the January 12 seism was God’s punishment of Haitians. Mind you 3000,000 deaths in a twinkling of an eye, the displacement of a million and damage to nearly half of all structures in the epicentral of the area, according to published information.

And why such a severe punishment? Pat Robertson said it was “God’s punishment” on Haitians for the “pact with the devil” that their ancestors had signed to gain their independence in 1804.

Unfortunately for Pat Robertson, yours truly, then Haiti’s ambassador to the United States, was next on the show, that January 14. I said that before answering any question, I would like to address something I just heard on the show. I proceeded, saying, “*The pact with the devil benefited the United States, which gained the Louisiana Territory, covering all that expanse of land west of the Mississippi River to the Rocky Mountains, and from the Gulf of Mexico, in the south, to the border with Canada. That’s about 13 states, at the time for the meager sum of \$15 million, 03 cents an acre, doubling the new nation landmass.*” Rubbing it in, I added, “*What pact the Haitians made with the devil has helped the United States become what it is.*”

Also, that “*pact with the devil*,” which helped in defeating the powerful French Army of Napoléon Bonaparte, “*helped in paving the way for Simon Bolivar and the independence of many of the countries of Latin America.*”

However, the descendants of the slave masters, who had built their economic system on free labor by Black slaves, have never forgiven Haitians from starting the movement for the liberation of those enslaved everywhere. To this day, the diehard cultists are evoking God’s support, who according to them, support oppression of Blacks by His chosen White racists. What blasphemy!

The bell of deliverance is still ringing, even in our times, when exploitation of the weak by the powerful is still the norm. But the germ of revolution is also in the air. As the saying goes, “*To be forewarned is to be forearmed!*”

RAJ  
raljo31@yahoo.com

## AFFRONTLEMENT ENTRE CPT ET PRIMATURE AJOURNÉ

# Leslie Voltaire entend demander des comptes

## Insubordination sur fond de scandale diplomatique

Suite de la page 6

À la Maison-Blanche, elle s’est entretenue avec Mark Wills et Barbara Feinstein, diplomates préposés aux Affaires hémisphériques de la Caraïbe. Au Département d’État, elle a eu une tête-à-tête avec Michele Simon, ancienne ambassadrice des États-Unis, en Haïti, présentement secrétaire d’État adjointe aux Affaires des organisations internationales.

D’ores et déjà, réagissant aux recommandations du secrétaire général de l’OEA, des pays de l’hémisphère ont commencé une campagne d’expulsion de leurs territoires de citoyens dominicains. Quant aux États-Unis, les autorités ont sauté sur l’occasion pour déporter à leur pays d’origine, des milliers de repris de justice dominicains, qui venaient de purger leurs peines dans des prisons américaines.

Sans perdre de temps, le président Abinader a demandé aux pays engagés dans cette logique de sursoir à la déportation des citoyens dominicains et d’attendre que des pourparlers bilatéraux soient ouverts.

La chancelière haïtienne en mauvaise posture

Depuis que le nouveau président du CPT, Leslie Voltaire, a adressé une lettre au Premier ministre Garry Conille, faisant le suivi de celle, à lui expédiée par Edgard Leblanc Fils, indiquant la convocation de la ministre des Affaires étrangères, Dominique Dupuy, afin de tirer au clair les motifs derrière la mise à l’écart de son conseil les présidents de certaines rencontres bilatérales, au détriment de ces derniers, en marge de la 79<sup>e</sup> Assemblée générale de l’ONU, la manière dont la lettre responsive à celle qu’avait adressée M. Conille à Edgard Leblanc Fils ne laissait aucun doute quant à la volonté d’en finir avec la carrière de diplomate no. 1 d’Haïti de Dominique Dupuy.

Depuis lors les partisans de la primature et de la chancellerie ont lancé une campagne tous azimuts de défense de Mme Dupuy. Dans certains organes de presse, les rencontres de cette-ci, à l’OEA, à la Maison-Blanche et au Département d’État, sont montées en épingle, montrant comment elle s’engage à fond dans des initiatives de défense des déportés haïtiens et de dénonciations systématiques du président dominicain.

D’autre part, des organes de presse en ligne publient des dénonciations de Leslie Voltaire, l’accusant d’être un « agent » dominicain, ayant eu des rencontres secrètes avec un responsable de sécurité dominicain, à l’ambassade dominicaine, à Port-au-Prince.

Un journaliste est allé jusqu’à annoncer que lors de son séjour, en République dominicaine, pour recevoir des soins médicaux, M. Voltaire n’était pas hospitalisé, mais il séjournait dans un lieu secret où se tenaient des rencontres occultes.

Mais, ce dernier argument ne semble pas recevoir d’accréditation, car n’ayant pas été relié par d’autres représentants de la presse. Cependant, Dominique Dupuy se trouve en très mauvaise posture, car désormais elle git au cœur d’une polémique constitutionnelle entre le président du CPT et le Premier ministre Conille, dont la conclusion est loin d’être prévisible.

#### Les arguments véhiculés autour de ce conflit

Le tout a commencé quand Edgard Leblanc Fils, alors président du CPT, a adressé une correspondance au Premier ministre pour lui signifier la convocation en audience de la ministre des Affaires étrangères, à la date du 2 octobre, afin qu’elle s’exprime sur l’incident diplomatique ayant eu lieu, lors de la participation du pays à la 79<sup>e</sup> Assemblée générale de l’ONU.

Répondant à M. Leblanc Fils, le Premier ministre par intérim a suggéré de changer la date de convocation de la chancellerie, deux jours plus tard, soit

le 4 octobre, prétextant l’insuffisance du temps imparti dans la lettre.

Dans sa lettre responsive, Leslie Voltaire n’est pas allé de main morte pour accuser Garry Conille d’essayer et d’entraver les actes de la présidence.

En effet, M. Voltaire repousse l’argument soutenu par Garry Conille déclarant que la convocation ne respecte pas « les usages et principes établis en matière de bonne gouvernance ». Le nouveau président de l’organisme présidentiel a précisé que la thèse dénuée de fondement soutenue par Conille vise tout simplement à bloquer les actes posés par le Conseil présidentiel intérimaire « dans l’exercice de ses attributions ».

Plus loin, dans le même document, Leslie Voltaire a rappelé au Premier ministre que « Dans l’exercice des pouvoirs conférés au président de la République constitue le chef de l’État et le chef du pouvoir exécutif ».

Continuant dans cette même lancée, M. Voltaire précise : « L’article 136 de la Constitution incombe au Conseil présidentiel de transition d’assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l’État. Et, pour ce faire, il peut convoquer, par le moyen qu’il juge approprié, tout membre du gouvernement, sans concertation préalable avec le chef du gouvernement, notamment pour obtenir des

informations sur le fonctionnement des institutions ».

Et Leslie Voltaire d’ajouter : « L’article 169-1 de la Constitution dispose qu’en aucun cas, l’ordre, écrit ou verbal, du président de la République ne peut soustraire les ministres à la responsabilité attachée à leur fonctions, reconnaissant par-là au chef d’État, dans l’exercice de ses attributions, le droit de donner des ordres, écrits ou verbaux, aux ministres ».

Le président du CPT termine sa lettre à Garry Conille sur cette note : « Dès lors, je ne pense pas qu’il soit nécessaire d’ajouter un mot de plus pour vous faire comprendre que pour donner et recevoir des ordres verbaux, le Président de la République et les Ministres doivent se trouver dans un espace commun, favorisant une certaine proximité physique et la communication verbale. Vous avez écrit que le temps matériel alloué pour compiler les documents hébergés dans les missions diplomatiques serait manifestement insuffisant ».

Reste maintenant à savoir la durée de ce qui a tout l’air d’un bannissement des réunions des ministres avec le CPT de Dominique Dupuy. Une telle mesure fait d’elle un haut fonctionnaire pour le gouvernement dirigé par Garry Conille et non par le président de la République.

L.J.

# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 1

pionne, dans le cadre du tournoi latino-américain, qui vient de se dérouler dans la ville de Cartagena, en Colombie.

Cela fait la fierté haïtienne, que de jeunes de 12 ans, au moins, ont démontré qu'être Haïtien n'est pas synonyme d'incapacité ou d'association aux gangs.

En effet, lors des cinq matchs joués au cours du tournoi, qui s'est étiré sur cinq jours, les adolescents haïtiens, désormais champions, ont remporté leur première victoire contre l'équipe de la Colombie, pays hôte du tournoi, par le score 12 à 4. Pour l'île St. André, c'était 7 à 3; contre le Chili et le Venezuela, 10 à 2 pour l'un et l'autre; face au Blue Jays de Santa Clara, 14 à 2. Pour leur dernier match, contre la Colombie, ils l'ont encore emporté par un score qui n'a pas été immédiatement communiqué. Les adolescents haïtiens a vaincu sur toute la ligne.

Ainsi, Haïti, pays où le football (soccer) est roi et qui a commencé sa carrière dans le baseball seulement en 2017, sous l'impulsion de Dumel Joseph et de Nadine Daniel, respectivement président et vice-présidente d'IBAOH, ces derniers sont aux anges. Mais ils disent chapeau à des supporters et amis clairvoyants, tels que Dr. Seymour Cof

fy, bailleurs de fonds et relationniste; au directeur technique, Osvaldo Martinez et aux entraîneurs ou « coaches », Salvador Rodriguez, Alejandro Desidio et Alison Ortiz qui, eux aussi, sont heureux.



Au Kenya, Garry Conille rencontre le chef de la Police de ce pays, Gilbert Massengeli.

Voilà qu'en sept mois, leur équipe a remporté le tournoi de l'Amérique latine.

Il faut aussi signaler qu'un accord de partenariat sera bientôt signé entre les responsables de l'IBAOH et ceux du Sénégal, en Afrique, dans le but de développer ce sport sur le continent africain. C'est que la réputation d'IBAOH a traversé les océans, et les jeunes Haïtiens se rattachent au continent de leurs ancêtres.

On s'attendait à cette percée de nos talentueux sportifs, quand, lors du tournoi caraïbéen, en République dominicaine, au mois

de juillet dernier, l'équipe haïtienne avait gagné le titre de vice-champion, ayant été éliminée par celle du pays hôte, où le baseball est le sport roi, les joueurs dominicains sont souvent recrutés par

les fameuses équipes américaines. Il est opportun de souligner que les petits champions haïtiens seront les initiateurs sur le continent africain le baseball, qui est le sport national de la République étoilée ainsi que d'autres pays du nouveau continent

Haïti-Observateur, dans son édition du 14-21 août de cette année, avait salué ces jeunes pour leur performance au tournoi caraïbéen et annonçait déjà l'invitation qui leur a été faite de participer au tournoi latino-américain, leur exploit leur ayant valu le titre de champions.

Bravo !

RAJ,

## \*L'ouragan Milton fait d'énormes dégâts dans des états du sud-américain

D'aucuns se demandent pourquoi l'icône évangélique américain Pat Robertson nous a laissés si tôt, car seulement lui pourrait expliquer, comme il l'avait fait pour le tremblement de terre du 12 janvier 2010, en Haïti, qu'est-ce qui a causé la colère du Très Haut, qui est en train de punir certains citoyens américains, en déchaînant des ouragans en série sur leur territoire.

On se souviendra que Pat Robertson, dans une entrevue, accordée à Rachel Maddow, le 14 janvier 2010, sur la chaîne MSN BC, avait déclaré que le tremblement de terre en Haïti, qui avait occasionné des milliers de morts et ravagé les infrastructures du pays, était la « punition » du Très Haut des Haïtiens pour le « pacte signé avec le diable » afin d'obtenir leur indépendance. Ambassadeur d'Haïti aux États-Unis alors, intervenant sur le même programme, j'avais noté que « le pacte avec le diable » avait bénéficié aux États-Unis, qui ont pu faire l'acquisition de la Louisiane, pour la bagatelle de 15 millions de dollars, soit 3 centimes l'acre, des Français, qui avaient essuyé une défaite cuisante, à cause de ce « pacte ». Simon Bolivar, lui, aussi, a pu libérer une grande partie de l'Amérique lati-

ne, à cause de ce pacte, car Haïti était devenu le bastion de la liberté contre les esclavagistes de tous bords de l'époque. Jusqu'à aujourd'hui, les descendants des esclavagistes détestent les Haïtiens, qui avaient mis fin à l'exploitation des esclaves noirs sur le dos desquels reposait l'économie des pays européens ainsi que celle d'Amérique du Nord.

Signalons que les candidats aux élections présidentielles du 5 novembre, Kamala Harris et Donald Trump, essaient de tirer leurs marrons du feu, Mme Harris en visitant la Caroline du Nord, et Trump l'état de Géorgie.

## \*La situation empire au Moyen Orient

En toute dernière heure, hier, mardi 15 octobre, l'administration Biden a annoncé qu'elle ne comptait plus alimenter Israël en armes meurtrières, que l'État hébreux pourrait utiliser dans ses attaques dirigées sur Rafah. Car un assaut de cette communauté pourrait occasionner des morts de l'ordre d'un million d'individus, en majorité des Palestiniens, y ayant trouvé abri contre la guerre qui n'en finit pas. Il faut un cessez-le-feu général pour mettre fin à ce carnage, qui a trop duré. Sinon toute la région deviendra un champ de bataille élargi. Que les têtes froides l'emportent !

Pierre Quiroule II  
rajo31@yahoo.com

## LE DÉPLOIEMENT DE LA MMAS EST-ELLE DANS L'IMPASSE ?

### Garry Conille au Kenya, a-t-il la magie pour casser l'immobilisme des policiers kenyans ? Il doit réussir là où la communauté internationale a fait échec

Suite de la page 2

en effet, cette décision, plus de 18 000 ressortissants d'Haïti ont été embarqués dans des camions et déversés aux barrières frontalières entre les deux pays.

Mais, vu les longues crises sévissantes en Haïti, aggravées par l'assassinat collectif d'au moins 115 personnes par les bandits, à Pont-Sondé, le Premier ministre Conille n'avait aucune raison de s'absenter du pays. Dans sa jugeotte, le contentieux avec le CPT le concernant avec la chancellerie, il fallait trouver des raisons justifiant son absence et celle de Mme Dupuy du pays.

#### Dans l'Artibonite et à Port-au-Prince, la violence des gangs persiste

Voilà déjà deux semaines depuis qu'a été orchestré le carnage de Pont-Sondé, le même chef du gang de Savien, Luckson Elan, n'a pas arrêté de diriger des menaces sur les populations de l'Artibonite, notamment les dernières victimes de son massacre. Il semble que les secteurs, qui refusaient d'obtempérer à ses ordres consistant à payer le droit de passage aux postes qu'il a installés, ne soient pas revenus à de meilleurs sentiments. Elan a promis, comme il l'avait fait, quelques jours avant l'attaque criminelle de Pont-Sondé, le 3 octobre, de relancer ses hommes sur les citoyens sans défense.

Ces expressions d'agressivité, lancées par ce gang armé interviennent alors que, selon l'institution policière, par l'organe de son porte-parole, des unités de la Police nationale avec des membres de la MMAS et des FADH ont été déployés sur le département de l'Artibonite.

En effet, il a été annoncé, le lendemain même du massacre de Pont-Sondé, que des membres de l'Unité temporaire antigang (U TAG) ont été dépêchés à Pont-Sondé, suivis d'autres composés de policiers haïtiens et kenyans, en sus des FADH. Ces derniers, faisaient croire le commandement de la PNH, ont été transportés par hélicoptères. Tandis que d'autres ont atteint leur destination à bord de 15 blindés déployés dans le département de l'Artibonite.

Mais la présence annoncée des nouveaux contingents de policiers étrangers et haïtiens, en sus de militaires envoyés en renforts des troupes déjà sur place, pour mettre les bandits hors d'état de nuire, en attendant leur disparition, n'a pas inspiré la crainte ou le respect chez les bandits.

Le porte-parole de la PNH dit avoir repris le contrôle de Pont-Sondé, mais les hommes armés avaient quitté l'espace une fois leur massacre perpétré. Et rien ne laisse croire qu'il y a eu accrochage entre les criminels et les forces de l'ordre. Bien que la PNH ait pris la précaution de ne pas déclarer les effectifs

qui ont été nouvellement déployés sur l'Artibonite, en lisant à travers lignes les communiqués de presse émis par l'institution, on est tenté de croire qu'aucun affrontement significatif n'a eu lieu depuis le massacre du 3 octobre.

En effet, le communiqué de l'institution, tel que diffusé sur les réseaux sociaux, fait état d'attaques dirigées sur les gangs de Savien, au cours desquelles « plusieurs bandits ont été tués et des armes récupérées », en plus de documents confisqués. Toutefois, aucune preuve n'a été fournie pour établir la véracité des faits avancés.

#### Des actions ciblées de la PNH, mais les gangs tiennent bon

Si des unités de la PNH ont déclaré avoir mené des opérations contre les bandits armés, depuis le déploiement de la MMAS, tout le monde peut constater qu'aucun gang n'a été démantelé. L'absence du chef de gouvernement du pays n'autorise pas à croire que cela aurait favorisé une trêve dans l'attaque des bandits. Au contraire !

Quand bien même de nouvelles troupes (PNH, MMSM et FADH) seraient déployées sur le terrain, dans l'Artibonite, pour dérouter ou éliminer les gangs, l'opinion publique, en Haïti, n'est pas convaincue, quant à leur élimination par les forces de l'ordre haïtienne. Au lieu de prouver leurs capacités à se mesurer avec succès aux bandits, elles ont

continué leur stratégie consistant à exagérer leur succès ou à lancer des attaques ciblées contre les fiefs des bandits, dont les résultats restent peu concluants, les chefs n'ayant pas été mis hors d'état de diriger leurs hommes.

En effet, le dernier exemple en date est l'opération menée à Torcelle, dans la commune de Pétion-Ville, à l'encontre des bandits de « Kraze Baryè » dirigés par Vitelhomme Innocent. Selon des organes de presse en ligne, proches de l'institution policière, une opération « musclée » menée par des policiers haïtiens et kenyans, qui a duré deux jours, se serait soldée par la mort de « plus de 20 bandits », précisant que le chef, Innocent, en serait sorti « blessé ». Toutefois, les lieutenants de Vitelhomme ont réussi à incendier un blindé, qui transportait des policiers kenyans; et rien ne prouve que la vie de Vitelhomme Innocent serait en danger, ou qu'il cherchait à se faire soigner des blessures que la Police dit qu'il a subies.

Dans une déclaration faite le lendemain par la PNH, celle-ci a confirmé la destruction d'un véhicule blindé par les bandits, qui y ont mis feu. Tombé en panne, cette action criminelle a été perpétrée avant que les techniciens ne parviennent à remettre le véhicule en condition de fonctionner.

Deux ou trois jours avant, les hommes armés du gang de Canaan, avaient fait irruption à l'Arcahaie, le Cité du drapeau, tuant au moins

deux personnes et faisant plus de 4 000 nouveaux réfugiés internes.

À la rubrique des actions criminelles des bandits s'ajoute la libération contre rançon de deux marins, membres d'équipage d'un navire qui transportait des containers. Les deux Philippins ont été enlevés, il y a plus de deux semaines, alors que leur bateau attendait, dans la baie, son tour d'accoster. L'équipage attendait le mot d'ordre du capitaine de bord donnant l'autorisation de commencer l'opération de déchargement.

Garry Conille ne semble pas avoir communiqué une quelconque magie aux autorités kenyanes, en vue d'améliorer leurs chances de succès contre les gangs, en Haïti. Si le chef du gouvernement en possédait il aurait dû en finir avec les bandits, dans son propre pays ont argué certains. Pour l'instant, personne, dans le pays haïtien, ne croit que l'homme de l'ONU et des Américains soit en mesure de libérer le peuple haïtien de l'empire des criminels.

Mais il est certain que les graves problèmes, dont M. Conille voulait éviter la gestion, en effectuant une visite à l'étranger, attendent son tour, surtout la colère des familles, alliés et amis des victimes du massacre de Pont-Sondé, ainsi que celle de tout le pays voulant demander compte à un Premier ministre dont l'insouciance à l'égard de la nation n'est plus un secret.

L.J.

# NOUVEAU LEADERSHIP AU CPT INTÉRIMAIRE

## Leslie Voltaire remplace Edgard Leblanc Fils, le chef de gang Barbecue profère de nouvelles menaces

Suite de la page 5

Lorsqu'une voix de la trempe du chef de la Police, du ministre de la Justice ou du Premier ministre porte une parole, il y a beaucoup de chances que cela passe dans l'opinion comme de la propagande. En témoignent la réalité des faits concernant l'ampleur que prend le mouvement des gangs armés, ces derniers temps. Il ne se passe pas une semaine qu'un nouveau quartier ne soit ajouté au tableau de chasse des assaillants. Pourtant, le discours officiel laisse croire à « des avancées significatives » des forces réunies de la Police, de l'Armée et de la Mission multinationale de sécurité.

Cela n'empêche que les forces de l'ordre piétinent à Gressier, dans l'Artibonite et dans les foyers occupés de la capitale et ses environs. Parmi les grands problèmes à résoudre, au niveau du pouvoir, il faut mettre dans la ligne des priorités celui de la confiance dans le discours officiel.

### De quel côté est le rapport de force ?

Il y a environ cinq mois, depuis le déploiement du premier contingent de troupes kényanes dans le pays. Jusqu'à date, aucun territoire, au trois fois déclaré perdu, n'a été réoccupé, alors que dès son investiture, Edgard Leblanc Fils avait déclaré qu'il n'existait pas de « territoire perdu ». L'ex-président a été vertement critiqué à cause de son allégation, le mois dernier, dans une rencontre, à la CARICOM, concernant le retour à une certaine normalité de la vie, dans des zones autrefois livrées au banditisme. Au moment même où M. Leblanc faisait ces déclarations, les gangs étaient en pleine extension dans leurs actions à Gressier, en Plaine du Cul-de-Sac et dans l'Artibonite. Le récent massacre, survenu à Pont-Sondé, dans le même département, ne peut pas mieux parler contre l'efficacité de l'action gouvernementale à freiner le fléau des gangs.

Voilà qu'au moment où le kidnapping reprend pour la plus belle sous les regards des autorités étatiques malgré la présence des Nigériens supportés par quelque deux dizaines de Bahaméens et Jamaïcains, malgré le renforcement des capacités de la coalition PNH et FAd'H, avec l'arrivée d'engins de combat venus des USA (y compris l'acquisition d'un hélicoptère), un nouvel appel du très redouté Barbecue !

### Mise en garde, menaces et accusations

Dans ses propos empreints de moralisme, il s'attaque à la corruption des haut-placés et des intouchables potentats, garants du système. Il tire alors à brûle-pourpoint sur les journalistes, les policiers et les politiciens qu'il traite de corrompus. La bourgeoisie exploitatrice n'est pas non plus épargnée. Pour lui, ce sont ces gens, les

responsables de la situation du pays. « (...) *Jodi a fòk nou rive sou yon seri de jounalis kòronpi, fòk nou rive sou de politisyen kòronpi... fò n bay Nèg sa yo yon leson* ». Selon lui, il n'est pas possible que les journalistes rentrent tranquillement chez eux après avoir fini de parler d'insécurité à la radio. Les politiciens responsables de la misère de la population sont trop à l'aise, croit-il. Il se reprend en disant : « *Si le pays est un enfer, il doit l'être pour tout le monde* ». Et vu qu'il est impossible que tout le monde soit en situation de bien vivre, son message est que la misère doit se généraliser.

Ce discours rappelle celui du président Lavalas, Jean-Bertrand Aristide, qui avait, de son temps (1991), dirigé ses propos dans la même direction : « *Wòch nan dlo pral resi konn doulè wòch nan solèy* ». Aristide insistait pour qu'on s'en prenne aux riches (*Nèg anwo*) qui, selon lui, confisquent les richesses des pauvres justifiant ainsi la situation des masses. « *Lè grangou a pike nou, voye je nou gade anwo* », avait-il conseillé aux affamés.

Barbecue, à son tour, s'adresse au « peuple » et l'invite à s'attaquer à la bourgeoisie. « *Men yon ti devwa de mezon m ap ban nou* » et à ces mots, il cite des noms de personnalités très connues de la société civile des affaires qu'il faudra déchoquer. Quant aux politiciens et aux journalistes, il dit es pérer qu'eux aussi, ils connaissent les affaires de l'insécurité. « *Politi syen, jounalis, moun sa yo pa dwe epanye. Nèg sa yo pa janm konn si gen ensekirite nan lari a* ». Il accuse la presse de mentir au profit de la bourgeoisie. Selon lui, si les gangs sont honnis dans la société c'est à cause de la presse. Il reproche les policiers de servir leur propre cause tout en protégeant la bourgeoisie. Il se questionne sur les armes des bandits récupérées par les brigadiers du Canapé-Vert.

### Ordre social et forces de l'ordre en action

Sur le plan institutionnel, il est certain que la hiérarchie policière n'a pas manqué à son devoir de contrôle institutionnel. Aidé du regard critique des organisations de droits humains, l'Inspection générale s'efforce de mener la vie dure aux policiers accusés de dérive. Les policiers, tout grade confondus, identifiés comme alliés des bandits sont mis en isolement puis déferés par devant leur juge naturel. Certains sont même exposés publiquement dans le magazine « *Allô la Police* ». Mais cela fait-il de tous les membres du corps des fonctionnaires hors de tout soupçon ?

Il est clair que la cible première des bandits n'est autre que la population civile, celle surtout qui est sans défense. Mais, dans leur discours, certains chefs de gangs ont préféré prétexter vouloir défendre la cause des démunis en accusant la bourgeoisie nationale, les détenteurs de pouvoir et de richesse d'être les premiers criminels. Malgré

cette rhétorique, l'évidence montre que de puis le déclenchement des attaques massives, ce sont les quartiers les plus pauvres qui sont désignés territoires perdus. Martissant et ses environs, le Bel-Air et ses quartiers avoisinants, la Saline et le centre-ville, etc. Ce sont les mêmes quartiers qui, sous Lavalas, étaient indexés comme « zones de non-droit ». Dans ces agglomérations à forte concentration, l'État est aujourd'hui à 100 % absent. À part l'électricité qui est encore disponible au Village de Dieu par exemple, aucune infrastructure n'existe. Les routes de Martissant abandonnées sont réduites en amas de boue où poussent les herbes sauvages. C'est l'espace où se baladent les porcs et les chiens errants lâchés à même la nature à la recherche de nourriture qui peut être parfois des restes de chair humaine.

Face à la montée en flèche du banditisme rendant près de 80 % de l'espace urbain impraticable, la PNH est la seule force armée sur les épaules de laquelle la sécurité de la population est reposée depuis sa création en 1995. C'est la raison qui explique que l'institution a toujours été dans le viseur des gangs. Il faut d'abord neutraliser la police pour arriver sur les commerçants, pour pénétrer sans résistance dans les institutions, les marchés, pour attaquer les vies et les biens.

Depuis environ deux ans, l'institution policière a bénéficié de l'accompagnement de contingents des FAd'H dans la couverture de certains événements à haut risque et, depuis tantôt cinq mois, une composante de sécurité constituée de policiers kényans. Donc, l'engagement de la police, moyennant la collaboration et la participation active de la population est un *sine qua non* pour le contrepois des attaques des gangs.

### Les forces de sécurité face au pouvoir politique

Le support de la société civile aux forces de l'ordre est souvent contrebalancé par l'intervention parfois douteuse du pouvoir exécutif dans l'administration policière. On sait que le Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN), l'organe de décision suprême, est coiffé par le Premier ministre et est donc censé respecter les limites imposées par cette instance. Ainsi, il est souvent remarqué que, dans certaines circonstances, les attentes de la population de la performance policière ne sont pas satisfaites. Trop souvent, les interventions dans les quartiers livrés aux gangs, comme Solino, Bel-Air, Bas-Delmas, Croix-des-Missions, Torcel, Pernier, Croix-des-Bouquets, etc., sont interrompues un beau matin, sans que personne n'en connaisse la cause. L'hypothèse est généralement l'impact de la présence du pouvoir politique. Les politiques haïtiens sont, on le sait depuis les révélations du Premier ministre Joseph Joute, les principaux alliés des chefs de gangs. Ils sont consultés dans toute prise de décision

majeure de la part de ces derniers.

### La presse, la police, les politiciens dans la mêlée

La presse, malgré son apport incontestable à la sauvegarde de la démocratie, reste en Haïti une entité nébuleuse qui souvent, par ses interventions abracadabrantes, jette de la confusion dans l'opinion publique quand elle aborde le problème crucial de l'insécurité. Les médias et les journalistes intègres sont une espèce en voie de disparition. Ces derniers temps, on retrouve même des journalistes membres de la plèbe. Le cas du journaliste Banat te Daniel, qui aurait des affiliations étroites avec la mafia locale, a défrayé la chronique récemment. Pour une quantité non négligeable, ceux communément appelés *machann mikro*, ils sont les porte-paroles du pouvoir et de la bourgeoisie. Ils utilisent leur influence pour faire rouler la machine de la corruption. C'est le reproche principal que leur adresse Jimmy Chérisier.

On peut en dire de même pour certains policiers, à en croire des témoignages répandus et aussi de nombreuses révélations disponibles. Il est évident que, le secteur est infiltré. « *Lapolis nasyonal d Ayiti jan l ye la a, li se yon konpozan fondamantal nan banditis an Ayiti* », a affirmé tout de go un blogueur qui a pris pour évidence le fait que certains policiers profitent grassement de la situation d'insécurité. Il s'est servi des soupçons faisant croire que des patrouilles (back-up) se spécialiseraient dans le transport de passagers en difficulté moyennant grosses sommes. Les chars livrés pour renforcer la capacité de l'institution à intervenir dans la solution du problème de l'insécurité seraient utilisés fort souvent comme moyens de transport en commun et à but lucratif. Vu sous cet angle, les policiers bénéficiaires de la situation d'insécurité ne peuvent pas travailler à la combattre, conclut-il.

Même les gangs armés, fort souvent, avant de lancer une attaque, prennent comme prétexte le fait que des policiers corrompus utilisent les méthodes répressives qui excitent leur colère. Lorsque, en février 2024, les gangs de vaient lancer l'Opération *Viv ansanm*, des caïds, notamment celui de Village de Dieu, avaient projeté une vidéo, captée par un drone, dans laquelle ils ont montré des scènes d'exécution sommaire commises par des patrouilles policières contre des innocents trouvés au hasard dans la rue. L'image montrant un policier en train de torturer un jeune enfant au Champ-de-Mars, lors d'une manifestation contre la présence d'Ariel Henri au pouvoir, a été utilisée aussi pour tenter de justifier qu'il était juste de s'attaquer à la Police et à ses infrastructures. Une semaine plus tard, la coalition avait planifié et exécuté la démolition du plus grand centre carcéral du pays appelé Pénitencier national, avant de s'en prendre systématiquement aux commissariats et sous-com-

missariats un peu partout dans le département de l'Ouest.

### Leslie Voltaire : un sujet d'inquiétude

Aujourd'hui, il est à craindre que l'arrivée à la présidence du lassien Leslie Voltaire ne soit pas un ferment dont le secteur mafieux pourrait profiter pour faire reculer les efforts de sécurisation territoriale bon an mal an en cours. Cette crainte est très fondée si l'on se rappelle le rôle joué par le pouvoir Lavalas dans l'implantation des cellules appelées bases dans les quartiers de Cité-Soleil en 1997, dans le Bel-Air et le Bas-Delmas de 1998 à 2005. C'est l'origine connue des « zones de non-droits », en 2004, ayant préfiguré les actuels « territoires perdus ». La tendance affichée par certains membres de ce Conseil n'a jamais été catégoriquement antagoniste. Louis-Gérald Gilles, aujourd'hui mis au banc des accusés, dans la corruption, a déjà exprimé son intention de négocier avec ses « frères » qui, selon lui, se voient obligés de porter une arme de manière illégale. Leslie Voltaire, tout comme Gary Conille, lui aussi n'a pas écarté l'idée de prioriser l'option des négociations plutôt que les méthodes drastiques de répression des gangs.

La politique de rotation adoptée par les partis représentés au Conseil, en vue de la prise en charge des affaires de l'État, risque de déboucher sur plusieurs anomalies congénitales engendrées par la subjectivité de chaque nouveau conseiller-président, ou de la sensibilité idéologique dominante au sein de chaque parti. Ce choix risquerait de nuire à la cohérence administrative au plus haut niveau de la gestion politique du pays et de compromettre toute possibilité de planification durable ; ce qui conduira, *ipso facto* à l'impossibilité de respecter le processus de transmission du pouvoir dans le délai imparté.

L'incertitude engendrée par le laxisme des dirigeants actuels renvoie exactement aux causes qui ont conduit au renversement de l'équipe conduite par Ariel Henri, au début de l'année en cours. Sachant que les mêmes causes produisent les mêmes effets, il est à souhaiter que les hésitations du pouvoir à sévir contre les gangs et à obtenir des résultats concrets ne conduisent les observateurs, encore passifs, à déclencher un mouvement de soulèvement dans le but de poursuivre, par d'autres moyens, les objectifs de changement envisagés, mais suspendus avec l'installation de l'actuelle équipe. Si les gangs continuent leur progression, au rythme où la situation actuelle évolue, si les forces légales de sécurité n'agissent pas à temps, on risque de revenir à une situation encore pire que celle qui a prévalu aux beaux jours du pouvoir d'Ariel Henri.

R.A. 10 octobre 2024.

\*Robert Arisma, PhD

# ÉDITORIAL



## Ayant d'autres chats à fouetter, Garry Conille ne peut pas résoudre les problèmes d'Haïti

Se substituant subtilement à l'État haïtien, la communauté internationale, version occidentale, s'est donné pour responsabilité la résolution des multiples crises dans lesquelles se débat Haïti. Après le naufrage de l'expérience de l'Exécutif monocéphale, en la personne d'Ariel Henry, qu'elle avait installée, elle se fait encore expérimentatrice avec un système gouvernemental normal, à double exécutif, mais, pour la première fois, multicéphale, à neuf têtes, en sus de puiser dans ses réserves Garry Conille, fonctionnaire de longue date de l'Organisation des Nations Unies (ONU), comme Premier ministre.

En prenant ses fonctions, ce dernier avait exposé la feuille de route de son administration, en cinq points exprimée comme suit :

Rétablissement de la sécurité, en collaboration avec des forces policières et militaires étrangères soutenues par l'ONU ayant à leur tête le Kenya.

Assurer la stabilité économique, en mettant en œuvre des réformes économiques, notamment la lutte contre l'inflation et la promotion de la croissance économique.

Développement des infrastructures, telles que les routes nationales, les établissements scolaires et hospitalières, pour favoriser la croissance durable.

Renforcement des institutions démocratiques, par l'organisation des élections démocratiques et le renforcement des institutions gouvernementales ayant pour objectif la gouvernance transparente et efficace.

Renforcement des partenariats internationaux, en vue d'obtenir un soutien financier et technique pour des projets de développement au bénéfice d'Haïti.

Voilà déjà plus de cinq mois depuis que Garry Conille a été voté Premier ministre intérimaire, par le Conseil présidentiel de transition (CPT), de nombreuses voix, tant de la société civile que de la presse ou encore des réseaux sociaux, s'élevèrent pour dénoncer l'inaction, voire l'incompétence du Premier ministre à donner même un résultat minime. À l'exception des organes de presse stipendiés et de personnes intervenant sur *WhatsApp* volant à sa défense. Si le chef du gouvernement laisse beaucoup à redire, en ce qui concerne sa gestion de la chose publique, de mai à aujourd'hui, la disparition de l'empire des gangs armés sur plus de 80 % de la capitale et sur de larges espaces, dans les autres départements, mais plus particulièrement dans l'Artibonite, devrait être sa priorité.

Mais, comme cela est constaté et bien documenté, les exactions des criminels sur la population ne s'arrêtent pas. Au contraire, les assassinats de policiers, les kidnappings et les envahissements, ainsi que les attaques sur les quartiers et communautés se sont renforcées, en sus de nouveaux espaces tombés sous le contrôle des gangs. En dépit de la propagande ayant bénéficiée de financement exogène, faisant croire que la vie commence à reprendre son cours, dans certains quartiers de la capitale, les postes de péage installés sur les routes nationales par les bandits, taxe illégale et criminelle imposée aux populations, demeurent. Même après le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS). Mais le massacre perpétré, tôt le matin du 3 octobre, sur les communautés de Pont-Sondé, dans le département de l'Artibonite, par le gang de Savien, sous la direction de Luckson Élan, est le comble de l'insécurité, en Haïti.

Ce crime, annoncé par le chef de cette organisation criminelle, au moins deux semaines avant que le gang «*Grands Griffes* » ne passe à l'action, mérite une réponse musclée, immédiate et décisive, de la part des autorités, dont toutes les ressources, en matière de sécurité doivent être dirigées sur ce département pris pour cible par les voyous.

À la suite de ce carnage, dans lequel plus d'une centaine de personnes, sans défense, ont été massacrées, le gouvernement de Garry Conille devrait être en mode toutes autres affaires cessantes, jusqu'à nouvel ordre. Pourtant, le chef du gouvernement, qui assume aussi la fonction de président du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN), n'a pas jugé nécessaire d'ajourner sa visite à l'étranger, aux Émirats arabes et au Kenya. Car, pour Garry Conille, l'extrême urgence occasionnée par le massacre de plus de cent citoyens haïtiens doit être relégué au second plan, par rapport à son dernier voyage à l'étranger.

Aussi Garry Conille, accompagné de sa ministre des Affaires étrangères et des Cultes, avec son équipe, ainsi que de membres des forces de sécurité se sont-ils envolés à destination d'Abu Dhabi et de Nairobi, laissant à d'autres la responsabilité de gérer cette dernière crise et les autres, qui avaient surgi au prime abord. Une décision au relent de politique, car M. Conille et Dominique Dupuy sont en conflit avec la présidence multicéphale, depuis le scandale diplomatique ayant éclaté, lors de la 79<sup>e</sup> réunion de l'Assemblée générale

de l'ONU, à New York. Le chef du gouvernement et la chancelière semblent vouloir esquiver l'affrontement avec le nouveau président du CPT, Leslie Voltaire, pour mener d'autres initiatives, dont la promotion est assurée par des organes de presse sur *WhatsApp* liés à la primature et au ministère des Affaires étrangères. Le contentieux ayant surgi autour de ce dossier n'ayant pas encore été vidé, M. Conille a décidé de s'éloigner du pays en se donnant des initiatives spéculatives, pour épargner à Dominique Dupuy d'être interrogée par le CPT.

En Haïti, après avoir évoqué brièvement le conflit de la présidence tournoyante et du chef de gouvernement, les observateurs dirigent leur attention sur d'autres sujets. Mais Garry Conille et Mme Dupuy se sont donnés des occupations à l'étranger leur permettant de rester loin d'Haïti.

En effet, les réseaux sociaux sont riches en textes illustrant, avec force photos, le Premier ministre intérimaire et la chancelière montrés avec des membres du gouvernement des Émirats arabes et du président William Ruto, du Kenya, discutant sur Haïti. Le premier, de sécurité et de technologies liées à cette discipline, en sus du développement; et le second presque exclusivement de la question de l'expulsion massive de ressortissants haïtiens de la République dominicaine. Aussi bien avec des représentants américains, de la Maison-Blanche et du Département d'État.

De toute évidence, les informations diffusées sur les activités de M. Conille et de Mme Dupuy, à l'étranger, qui prennent l'allure d'un vrai battage, visent à éloigner l'attention du conflit du chef du gouvernement avec les conseillers présidentiels, et de mettre en relief leurs initiatives auprès des autorités américaines et avec le numéro un de l'Organisation des États américains (OEA).

Mais, ces dirigeants, qui dépensent à qui mieux mieux, les maigres ressources du pays, y compris dans des voyages à l'étranger n'affichent aucune volonté de ménager ce pays pratiquement en faillite.

Il faut signaler que le Premier ministre intérimaire et la chancelière n'avaient pas besoin d'effectuer ces voyages pour remplir les missions qu'ils prétendent avoir accomplies. D'abord, la ministre des Affaires étrangères aurait pu épargner au pays le coût d'un voyage, dont elle et son entourage font peser sur le pays les dépenses liées, non seulement aux billets d'avion et aux chambres d'hôtel, mais aussi la somme

payée sous forme de per diem versé aux fonctionnaires de l'État en déplacement à l'étranger.

Ensuite, les rencontres, que Mme Dupuy a eues avec des représentants de la Maison-Blanche et du Département d'État américain, ainsi que celle avec le secrétaire général de l'OEA auraient pu se réaliser autrement, par souci d'économiser les dépenses effectuées au profit de la sécurité du pays.

Cela vaudrait aussi pour un Premier ministre en voyage avec une délégation pléthorique exigeant des dépenses, encore plus importantes, que celles concédées à la ministre des Affaires étrangères et son entourage.

À la lumière de tous ces faits, l'incapacité de Garry Conille de remettre le pays sur les rails, en sus de piloter avec succès la campagne, en vue de la destruction des gangs — conditions sine qua non — pour exécuter la feuille de route qu'il a annoncée et exigée par ses patrons de l'internationale, le présent chef du gouvernement est incapable de résoudre les crises qui sévissent en Haïti.

Bien que les arguments disqualifiant Garry Conille, en tant que Premier ministre à succès, soient multiples, se donnant d'autres missions, à l'étranger, alors que les gangs, qu'il n'arrive toujours pas à démanteler, ont perpétré le plus grand carnage de l'histoire de l'insécurité d'Haïti, il importe de poser la question à ses créateurs : les Américains et leurs partenaires évoluant au sein de l'ONU. Oui, quel pays, parmi eux, aurait affiché le super mépris de son peuple, au point de se donner d'autres chats à fouetter, au moment où son pays a le plus grand besoin de son leadership dans une crise extrême ? En clair, la réponse objective donnée à cette décision de M. Conille permettra de porter le vrai jugement sur ceux qui ont imposé au pays ce Premier ministre intérimaire de transition.

**HAÏTI OBSERVATEUR**

Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, N.Y. 11435-6237  
(718) 812-2820

---

**SUBSCRIPTION FORM  
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<b>HAÏTI</b>	<b>ÉTATS-UNIS</b>
100-Observer 98, Avenue John Brown, 2ème étage 10100, Port-au-Prince, Haïti (809) 223-8785	1 an (12) \$45.00 (paiement à l'avance) 6 mois (6) \$25.00 (paiement à l'avance)
<b>CANADA</b>	<b>AFRIQUE ET ASIE</b>
100-Observer 600, Avenue de la Paix 15, rue St-Jacques 12015, Joliette, Québec (514) 851-1111	1 an (12) \$50.00 (paiement à l'avance) 6 mois (6) \$28.00 (paiement à l'avance)
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b>	<b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b>
Un service spécial est offert à partir de Paris. Si l'adresse du lecteur est en France, l'adresse de l'éditeur est : 100, Avenue de la Paix, 15ème étage, 75010 Paris 15ème, France Tél: (33) 1 43 43 28 10	1 an (12) \$45.00 (paiement à l'avance) 6 mois (6) \$25.00 (paiement à l'avance)
<b>EUROPE</b>	
Un service spécial est offert à partir de Paris. Si l'adresse du lecteur est en France, l'adresse de l'éditeur est : 100, Avenue de la Paix, 15ème étage, 75010 Paris 15ème, France Tél: (33) 1 43 43 28 10	1 an (12) \$45.00 (paiement à l'avance) 6 mois (6) \$25.00 (paiement à l'avance)

Nom/Name: \_\_\_\_\_

Compagnie/Company: \_\_\_\_\_

Adresse/Address: \_\_\_\_\_

Ville/City: \_\_\_\_\_

Code Postal/Région/Zip Code/Region: \_\_\_\_\_

Pays/Country: \_\_\_\_\_

Il n'y a pas de frais de port pour les envois par avion. Les envois par avion sont payés en plus.





# DANS LE FOOTBALL NATIONAL HAÏTIEN

## L'Aigle Noir prend son envol : Séance de détection au centre sportif Henfrasa

Par Ricotta Saintil

Le club de football de l'Aigle Noir, emblème du quartier de Bel-Air et affilié à la Fédération haïtienne de football (FHF), a lancé, le 12 octobre, une série de séances de détection au centre sportif Henfrasa. Cette initiative vise à renforcer l'effectif du club.

Ces détections ont attiré plus de 500 jeunes talents, venus prouver leur valeur sur le terrain, lors de matchs intensifs tenus les samedi 12, dimanche 13 et mardi 15 octobre. Sous la direction d'un

staff technique exceptionnel, les joueurs ont démontré leurs qualités physiques, techniques et tactiques, tout au long des rencontres.

L'intensité et la concurrence ont été au rendez-vous, chacun des participants ayant cherché à se démarquer et à montrer qu'il avait ce qu'il fallait pour intégrer les rangs de l'Aigle Noir. Les jeunes joueurs ont tout donné, motivés par l'opportunité de faire partie d'un projet de grande envergure.

Giuliano Philippe, ancien

joueur de l'Aigle Noir, avec le quel il a tout remporté, a brillamment dirigé les séances de détection. Connaissant parfaitement la philosophie du club vert et noir, il s'est entouré de plusieurs anciens joueurs, apportant avec eux leur expérience et leur expertise pour évaluer les talents présents. Ces anciens joueurs incarnent la culture de la victoire et l'esprit combattif du club, une culture qu'ils espèrent transmettre à la prochaine génération de joueurs.

Ces détections marquent le début d'une nouvelle ère pour

l'Aigle Noir, qui, après plusieurs années de défis, affiche désormais des ambitions claires de renaissance. Avec un nouveau comité dynamique et un staff technique parfaitement structuré, le club est résolu à retrouver sa place dans l'élite du football national. Le projet de renaissance semble bien amorcé et prometteur pour l'avenir du club.

Au total, 35 joueurs seront retenus, à l'issue de ces détections, dans l'optique de constituer une équipe capable de relever les défis à venir. Ces joueurs incarne-

ront l'avenir du club et porteront l'héritage de l'Aigle Noir sur leurs épaules. Ils bénéficieront d'un encadrement rigoureux, tant sur le plan sportif que mental, afin d'évoluer dans les meilleures conditions possibles.

L'Aigle Noir, véritable institution du football haïtien, est prêt à reprendre son envol. Comme l'aigle qui déploie ses ailes pour conquérir le ciel, le club du Bel-Air est déterminé à faire son retour au sommet et à marquer de nouveau l'histoire du football haïtien.

R.S.

## ANNIE CLOÉ SIMON, TAÏNA GERVAIS, JONIE GABRIEL L'espoir du football féminin haïtien vient des USA

Par Jacques Brave

L'avenir du football féminin en Haïti est inquiétant car depuis cinq (5) ans, à part quelques rares clubs qui maintiennent un petit groupe de très jeunes à l'entraînement avec seulement 1 ou 2 séances hebdomadaires sans au cun match depuis 2019, c'est quasiment la mort de la discipline qui luttait pour avancer depuis plus de 50 ans et pour la promotion de laquelle tant d'hommes et de femmes ont sacrifié toute leur vie et investi leurs modestes revenus, au détriment de leur propre vie et celle de leur famille; aux Amazones SC pour lesquelles l'ingénieur Lyonel Vil, Marc Aurèle François, René Durand, Camille Rouchon, Dr Pierre Vincent, l'Excellior féminin avec Max Guerrier, Raphaël Delatour, Jean Marie Jean-Baptiste, Gérard Cajuste; aux Gladiatrices avec les frères Carré, Murat Raymond, le lieutenant Délius Deliazard, l'AS Merveille 13 avec Fito Louissaint, Élie S. Jean, l'AS Tigresses, avec Roland Chavannes, Grégoire Chérubin, les docteurs Joseph Jean-Baptiste, Bernard et Maryse Levêque, Yves Jean-Bart, Carl Henri Saint-Amand, Gaston Dambreville, Frantz Pierre, Frantz Saintil, Éric Lespes, Gabriel Thimothé, Fresnel Duchatelier, Serge Pierre, Jean Marie Pauyo, Yves Vincent, Maurice Lindor et Zeff Zéphyrin, au Cap, Robert Joseph et Stéphane Moïse, aux Gonaïves, Marcel Mathieu et Dr Gérard Dupervil, aux Cayes, tout ceci pour nous limiter seulement à quelques pionniers, ceux des premières et difficiles années du début; ceux-là qui ont été sous le feu d'attaques quotidiennes de toutes premières années; des anti-football féminin à l'imagination misogynne et aux inventions morbides, dans leur rhétorique, « le football n'est pas fait pour les femmes », ceux-là, qui inventaient des histoires perverses capables d'effrayer les parents des joueu-

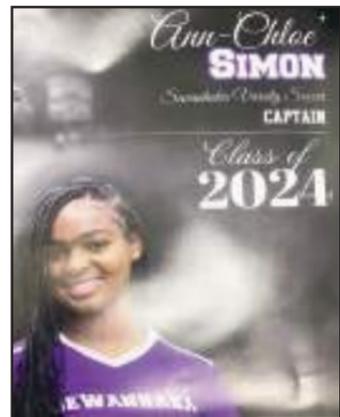
ses; certains allant même loin en inventant des raisons criminelles (exploitation sexuelle), qui démotiveraient les dirigeants et promoteurs des clubs féminins.

Cela ne surprend personne quand, 50 ans plus tard, les mêmes arguments ont été fabriqués



Taïna Gervais, récipiendaire du prix athlétique d'Essex College et le directeur du programme athlétique.

et inventés par des corrompus qui, voulant blanchir l'argent volé de l'État, ou blanchir les vastes fonds de l'État pour mettre à l'écart un



Anne Chloé Simon, classe de 2024.

homme qui a sacrifié sa carrière professionnelle, une bonne partie de fonds public pendant un demi-siècle, pour faire exister et aussi pour relever le défi de faire de

son pays ultra pauvre, en proie à tous les fléaux destructeurs, une grande référence mondiale de football se basant sur l'affirmation d'Anténor Firmin, auteur du livre à succès « De l'Égalité des races humaines ».

Dans le même esprit de tout faire pour empêcher Haïti devenir un pays, s'il le faut, en dressant les Haïtiens les uns contre les autres, détruire Haïti dans toutes ses prétentions. C'est pour cela que les académies publiques de la fédération de formation, qui fonctionnaient dans plus de 87 villes du pays, formant de jeunes garçons et fillettes, de 6 à 13 ans, ont été toutes fermées et le matériel récupérés par le Comité de normalisation, depuis plus de quatre ans. Il en fut de même pour l'Académie d'élite Camp Nous de Croix des Bouquets, qui avait permis à Haïti de se placer dans le sillage immédiat des États-Unis, indiscutable No. 1, non seulement de la zone, mais du monde. Haïti montait en puissance et, d'ici peu, ce pays, quand ces jeunes joues de Camp Nous acquerraient l'expérience nécessaire, deviendraient une indiscutable puissance mondiale, il suffit de regarder les résultats au récent Mondial où Haïti, même battu, était plus que brillante devant trois grosses cyclindrées, leur tenant la dragée haute à l'Angleterre (vainqueur 1-0 sur penalty tiré 2 fois). On se met à penser que si l'équipe avait la préparation adéquate et suffisante (elle était très au rabais, une vingtaine de jours seulement pour un Mondial), alors que rien que pour le gros décalage horaire, il fallait au moins deux mois pleins de préparation ponctués de nombreux matches amicaux de haut niveau. En plus, une bonne partie de l'ossature de la Sélection, toute la ligne défensive et le milieu de terrain avaient été renvoyés de Camp Nous et remplacés par des expatriées de talent, mais avec peu de temps d'intégration, sans compter que, deux ans aupara-

vant donc la Sélection a été déçimée et a dû en faire avec beaucoup de très jeunes de 19-20 ans, talentueuses, certes, mais manquant de maturité, et surtout restées trop longtemps sans compétition en Haïti.

Il est clair que pendant longtemps désormais et pendant des années Haïti sera à la traîne, car avec la fermeture de cette politique de développement d'élite de jeunes, dans tout le pays, et surtout le fait que personne ne sait

l'étranger. Les bons arbitres et les de facto eux-mêmes, plus souvent en Floride qu'en Haïti, ne font rien. Un coup mortel de la FIFA, qui a révoqué des dirigeants du Comité élu, qui étaient tous présidents des clubs dans les dix départements du pays. Donc le football était le seul secteur du pays à avoir réalisé la décentralisation, qui manque et qui explique l'état de délabrement de la nation dans tous les domaines.



L'équipe d'Essex College avec Taïna (première rangée et 2e à partir de la gauche; Jonie Gabriel, première rangée no. 1 extrême gauche.

quand la FIFA va libérer et « mettre fin à l'occupation du pays » le football haïtien en renvoyant les incompetents et insouciantes, qui n'ont jamais été des dirigeants de football toute leur vie, donc sans aucune passion pour le jeu pour repartir à zéro. Haïti va souffrir et enregistrer de mauvais résultats, surtout que tout semble indiquer que la FIFA veut renouveler et perpétuer le mandat des apatrides parachutés comme dirigeants du football haïtien, puisqu'un mois avant la fin de leur mandat ses membres continuent dans leur poste, et rien n'est fait pour organiser les élections à la tête du football; presque tous les bons coaches révoqués et sous les menaces ayant été obligés de fuir à

**Anne Chloé Simon**

Des six générations de joueuses, qui étaient en formation à Camp Nous, jusqu'en 2020, année du tsunami, une seule, la dernière (joueurs et joueuses nés en 2007 et 2008) actuellement U17, est encore en Haïti. Plus grave encore, elles ne s'entraînent presque pas et, encore, ne vont plus à l'école, complètement abandonnées par la Fédération. Un crime dont on pensait qu'Edgard Leblanc et le Premier ministre Gary Conille prendraient en charge.

Par exemple, l'année dernière, Haïti a dû déclarer forfait, en U14 Caraïbe, U15 CONCACAF, faute de joueuses, donc le début

Suite en page 2